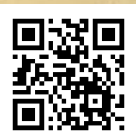


AGRICULTURE SAHARIENNE

Plaidoyer pour un modèle durable

L'agriculture saharienne, avec des solutions adaptées et une prise en compte des réalités locales, pourrait non seulement contribuer à la sécurité alimentaire du pays, mais aussi offrir une alternative durable face aux crises écologiques qui menacent les ressources naturelles. L'association « Torba », fidèle à son engagement pour une agriculture durable, plaide pour un modèle diversifié, inspiré des pratiques ancestrales des oasis. Comme l'ont souligné l'ensemble des intervenants lors de la conférence organisée hier par l'association, cette stratégie vise à renforcer l'autosuffisance alimentaire et la sécurité des agriculteurs locaux tout en respectant les cycles naturels. P 3



E-PAIEMENT

De nouvelles incitations en vue en 2025

En dépit de l'accroissement de la valeur du marché du e-commerce en Algérie et l'offre assez diversifiée d'intervenants, des défis se dressent devant les professionnels dont la persistance du paiement par cash (ou le cash on delivery) dans le cadre du commerce en ligne.

P 2

ARKAB REÇOIT LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE SLOVÉNIE

Le renforcement de la coopération énergétique au menu

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a reçu, hier à Alger, une délégation parlementaire de la République de Slovénie conduite par la présidente de l'Assemblée nationale slovène, Urska Klakocar Zupancic, en visite officielle en Algérie.

P 5

POUSSÉE PAR DES RÉSULTATS ENCOURAGEANTS

L'Algérie opte pour un tourisme de premier plan



Il est indéniable que l'Algérie jouit de potentialités touristiques avérées et d'atouts majeurs pour un tourisme de qualité et de premier plan. Dans la réalité, ce secteur souffre toujours d'insuffisances, et en dépit de différents programmes de relance, reste un peu sous exploité, pour de multiples raisons. C'est à cette forteresse que le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, veut s'attaquer et a indiqué que l'Algérie avait placé parmi ses priorités de développement l'édification d'une industrie touristique de premier plan à même de contribuer à l'essor du pays.

P 5

STARTUP

**Lancement du «Fintech &
l'Insurtech Open Innovation
Challenge 2024»** P 2

PHARMEX 2024

**Plus de 80 exposants
attendus à Oran du 24
au 26 octobre** P 3

APPARITION DE CAS DE DIPHTÉRIE ET DE PALUDISME DANS LES WILAYAS DU SUD

**Une commission médicale
dépêchée** P 4

LUTTE CONTRE LE
BLANCHIMENT D'ARGENT
ET FINANCEMENT DU
TERRORISME

Faid appelle au
renforcement des
capacités de la CTRF

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a appelé, jeudi, au renforcement des capacités de la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF), pour relever les différents défis, notamment ceux liés à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, indique un communiqué du ministère.

Le ministre s'exprimait lors de la réunion du comité nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, qu'il a présidée au niveau du siège du ministère, au cours de laquelle il a appelé "au renforcement des capacités de la CTRF, à travers le lancement de programmes de formation spécialisé dans le but d'améliorer les compétences techniques et professionnelles des employés de ce domaine vital, de manière à leur permettre de relever, efficacement, les défis croissants, notamment ceux liés au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme".

Lors de cette réunion, M. Faid a, également, souligné, la nécessité d'une coordination permanente avec les experts internationaux, en vue de tirer parti des expertises internationales et de se mettre au diapason des meilleures pratiques, selon le communiqué.

En outre, le ministre a renouvelé son appel à poursuivre la coopération et à intensifier les efforts afin d'atteindre les objectifs tracés et garantir l'efficacité de la stratégie nationale face aux défis liés au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme.

Par ailleurs, M. Faid, a donné plusieurs instructions relatives à l'organisation et à la programmation des prochaines rencontres de la CTRF, relatives à l'évaluation des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, ajoute le communiqué.

Se félicitant du travail réalisé par ladite Commission nationale, le ministre a appelé à " consentir davantage d'efforts, en vue d'assurer la réalisation des objectifs escomptés, conformément aux aspirations du pays et à ses engagements internationaux, notamment dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action convenu avec le groupe d'action financière ". Dans cette réunion, un exposé a été présenté sur les expertises acquises, à l'issue des rencontres avec le groupe d'action financière, par le coordonnateur national et le chef de la CTRF.

R E.

E-PAIEMENT

De nouvelles incitations en vue en 2025

En dépit de l'accroissement de la valeur du marché du e-commerce en Algérie et l'offre assez diversifiée d'intervenants, des défis se dressent devant les professionnels dont la persistance du paiement par cash (ou le cash on delivery) dans le cadre du commerce en ligne.

Par Sirine R

En effet, 95 % des achats en ligne sont réglés au comptant, ce qui crée de nombreuses contraintes pour les opérateurs de logistique (sociétés de transport et de livraison), selon les données présentées par Anis Ababsia membre du GAAN lors du Forum «Rakmana» (Numérisation) organisé mercredi soir par cette association, en collaboration avec Algérie Télécom. Ceci dit qu'un énorme travail reste encore à faire afin de développer davantage le e-paiement en Algérie. Conscient de ces enjeux et défis, le ministère des finances s'est lancé dans un vaste programme pour le développement d'un écosystème idoine permettant de généraliser le paiement en ligne, tout en réduisant au maximum le recours au cash. Ce dernier reste le moyen le plus utilisé par les Algériens, possédant de carte CIB et «Edahabia». Le nombre de transaction au niveau des guichets automatiques (GAB) est en nette hausse, nécessitant la mise en place de

nouveaux moyens de paiement électronique incitatifs. C'est dans ce cadre que le chef de division au GIE monétique, Abou Bakr Beloul, a indiqué que l'année prochaine verra le lancement de nouveaux modes de paiement électronique, citant en ce sens les paiements instantanés via TPE et sans contact. En sa qualité de régulateur de l'activité monétique en Algérie, le GIE monétique travaille sur un projet initié par la Banque d'Algérie en collaboration avec des acteurs de la place interbancaire, dont la Satim et les banques, pour mettre en œuvre le paiement instantané. Ce dernier «consiste à mettre en place une solution qui va permettre aux commerçants d'être crédités instantanément lors des opérations de paiement via TPE, contre 48 ou 72 heures actuellement. C'est un projet qui est prévu pour l'année 2025», a-t-il expliqué. Aussi, le GIE monétique s'attèle à préparer les textes et les référentiels qui vont encadrer le service de paiement par cartes sans contact, une prestation qui nécessite, ajoute

le même responsable, un paramétrage en termes de fonctionnement et de sécurité. Réaffirmant l'engagement de GIE monétique à contribuer à l'amélioration continue de l'écosystème du paiement électronique, M. Belloul a souligné que de nouvelles incitations à caractère juridique et fiscal devront être mises en œuvre prochainement notamment via le projet de loi de finances 2025.

Il est à rappeler que la taille du marché du e-commerce en Algérie, qui a accéléré sa croissance ces dernières années, dépasse l'équivalent de 1,5 milliard de dollars, notamment dans le sillage de l'accroissement du parc de cartes de paiement. «Avec son rôle central dans les mutations des économies de par le monde, le e-commerce en Algérie pèse plus de 1,5 md de dollars, alors que le seuil de 18 millions de cartes de paiement en circulation a été dépassé», a souligné le président du Groupement algérien des acteurs du numérique (GAAN), Abdelouahab Gaoua.

STARTUP

Lancement du «Fintech & l'Insurtech Open Innovation Challenge 2024»

Le «Fintech & l'Insurtech Open Innovation Challenge 2024» a été lancé, jeudi dernier à Alger, au profit des startup algériennes afin de développer des solutions innovantes répondant aux défis auxquels sont confrontées les banques et les compagnies d'assurance.

Le coup d'envoi de cette compétition organisée par l'incubateur «DZ HADINA TECH», a été donné par les ministres des Finances, Laaziz Faid, de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El Mahdi Oualid, et de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, en présence du directeur général des Douanes, le Général-major Abdelhafid Bekhouche.

Les thèmes de la 2e édition de cette compétition concernent l'inclusion financière, le e-paiement et les prestataires de services de paiement, de sécurité et de protection des données, de l'Insurtech, ainsi que de la finance et de l'investissement durable.

A travers cet événement, les organisateurs visent à développer des solutions innovantes au profit du secteur financier (banques et compagnies d'assurance), à encourager la coopération entre les star-

tup et les grandes entreprises, et à favoriser les innovations avancées des talents locaux. Les prochaines étapes de ce défi, qui se poursuivra jusqu'au 31 octobre prochain, consisteront à ouvrir les inscriptions au profit des startup et des entrepreneurs, à évaluer leurs propositions et à choisir celles répondant aux critères arrêtés, avant l'annonce des listes des lauréats.

La «Open innovation» est une nouvelle approche qui dépasse l'innovation conventionnelle en recourant à des ressources extérieures pour participer au développement de produits et de services innovants, cette méthode étant particulièrement efficace pour relever les défis complexes du secteur financier et accélérer, ainsi, le développement des solutions et réduire les coûts et les risques.

S'exprimant à cette occasion, Faid a précisé que le recours à la technologie est «une nécessité impérieuse» pour les banques et les compagnies d'assurance, en vue de changer «le mode traditionnel» des services bancaires, financiers et d'assurance, et de développer leurs activités, notamment avec l'utilisation généralisée des smartphones et d'internet en Algérie.

Selon M. Faid, «l'opération globale en

cours pour la numérisation du secteur financier, toutes composantes confondues, est destinée, à la facilitation et à l'accélération des transactions, mais aussi à assainir le climat économique de la bureaucratie».

Dans son intervention à l'issue du lancement de cette compétition, M. Faid a affirmé que l'année 2025 verra la numérisation de toutes les institutions de l'Etat, faisant état de «propositions formulées dans le cadre de l'élaboration du projet de loi de finances (PLF 2025), pour consolider le processus de numérisation».

De son côté, M. Oualid a révélé que son département ministériel travaillait, de concert avec le ministère des Finances, sur un projet permettant d'accorder «d'importantes» incitations aux grandes entreprises collaborant avec les startup en matière d'Open innovation.

M. Oualid a en outre fait état, dans son allocution, « d'un projet au niveau du ministère des Finances, portant création d'un fonds destiné au financement des startup par les compagnies d'assurance, à l'instar du Fonds de financement des startups +ASF+ (Algerian Startup Fund) lancé par les banques publiques».

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AGRICULTURE SAHARIENNE

Plaidoyer pour un modèle durable

L'agriculture saharienne, avec des solutions adaptées et une prise en compte des réalités locales, pourrait non seulement contribuer à la sécurité alimentaire du pays, mais aussi offrir une alternative durable face aux crises écologiques qui menacent les ressources naturelles. L'association « Torba », fidèle à son engagement pour une agriculture durable, plaide pour un modèle diversifié, inspiré des pratiques ancestrales des oasis. Comme l'ont souligné l'ensemble des intervenants lors de la conférence organisée hier par l'association, cette stratégie vise à renforcer l'autosuffisance alimentaire et la sécurité des agriculteurs locaux tout en respectant les cycles naturels.

Par Mourad A.

Cependant, l'agriculture saharienne fait face à plusieurs défis majeurs. Les coûts de production élevés, liés aux investissements nécessaires pour l'ouverture de pistes, la mise en place de l'électricité et des forages, représentent un obstacle significatif. De plus, le manque de main-d'œuvre s'accroît au fil du temps, compliquant davantage la situation. Les sols sahariens, souvent inertes, nécessitent également une quantité importante d'intrants chimiques, comme les pesticides, pour être productifs. La salinisation des sols, causée par l'utilisation d'eau d'irrigation souvent salée, dégrade les terres et rend certaines parcelles impropres à l'agriculture. Enfin, le rabattement des nappes phréatiques, qui a baissé en moyenne de 50 mètres au cours des dernières décennies, pose un problème crucial pour l'approvisionnement en eau. Dans ce contexte, l'association « Torba » se positionne comme un acteur incontournable dans cette transition, promouvant un modèle agricole en harmonie avec l'environnement et le mode de vie saharien. Ce modèle, qui combine polyculture et élevage, se veut plus résilient face aux défis environnementaux du Sahara, en opposition à la monoculture intensive. L'association prône la rotation des cultures, une pratique qui améliore la qualité des sols et diminue les risques de maladies, contrairement à la monoculture qui entraîne une utilisation excessive d'intrants chimiques. En partenariat avec le groupe de réflexion « FilahaInnov », Torba a organisé une conférence-débat autour de l'agriculture saharienne, sous le thème « Agriculture saharienne, performance et durabilité ». Cet événement s'inscrit dans une dynamique de réflexion amorcée il y a plusieurs

années, témoignant de l'engagement constant des acteurs impliqués à apporter des solutions durables pour cette région particulière. Le Sahara, avec ses vastes étendues et ses conditions climatiques extrêmes, représente à la fois un défi immense et une opportunité pour repenser les modèles agricoles en Algérie. Depuis sa création il y a dix ans, Torba s'efforce de promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement, en mettant en avant un modèle agricole plus en phase avec la nature, notamment par la sensibilisation aux pratiques de permaculture. Cette conférence a également abordé des enjeux spécifiques à l'agriculture saharienne. Cet espace désertique, longtemps considéré comme hostile à toute forme de production agricole, est désormais perçu comme un territoire riche en potentiel, notamment dans des wilayas comme Biskra et El Oued, où des exploitations agricoles florissantes ont vu le jour. Toutefois, malgré ces succès notables, les défis persistent. Les discussions menées lors de cette conférence par le Pr Brahim Mouhouche, agronome, M. Omar Bessaoud, expert en agronomie, et M. Brahim Zitouni, vice-président du groupe de réflexion FilahaInnov, ont mis en lumière des problématiques cruciales. Bien que les terres sahariennes aient permis le développement de cultures comme les dattes ou les pommes de terre, cette exploitation intense n'est pas sans conséquences sur l'environnement. Les experts ont souligné que l'irrigation excessive, souvent réalisée avec une eau de mauvaise qualité, menaçait la durabilité à long terme de ces systèmes agricoles. Cependant, l'avenir de l'agriculture saharienne ne se limite pas à des solutions agricoles. Torba et ses partenaires réfléchissent à un projet plus global qui intègre également le développement

urbain. Lors de cette conférence, il a été question de repenser les villes sahariennes en s'appuyant sur l'architecture traditionnelle des oasis, tout en intégrant des infrastructures modernes. L'objectif est de créer des espaces de vie durables, où la population pourrait s'installer dans des conditions confortables tout en pratiquant une agriculture respectueuse de l'environnement. Les architectes et experts présents ont proposé des plans ambitieux pour concilier urbanisation et préservation des ressources naturelles, un équilibre indispensable pour garantir un avenir viable dans cette région. Un autre aspect majeur abordé durant cet événement est l'éducation. Consciente que le changement passe aussi par la jeunesse, l'association Torba mène des actions pédagogiques destinées à sensibiliser les nouvelles générations. En organisant des stages de permaculture, des campagnes de reboisement, et des sorties éducatives, Torba cherche à inculquer dès le plus jeune âge les principes de l'agriculture durable et de la protection de l'environnement. L'idée est d'instaurer une culture de responsabilité environnementale, qui pourrait être transmise de génération en génération, assurant ainsi un avenir plus vert et plus sain pour la région. Enfin, il est important de noter que l'événement a permis de dresser un bilan de quarante années d'attribution de terres dans le Sahara, suite à la loi de 1983. Si certaines zones, comme Biskra et El Oued, ont connu un véritable essor agricole, les défis liés aux conditions climatiques extrêmes et à la gestion des ressources naturelles demeurent. Le débat sur le modèle agricole à adopter reste ouvert, mais les participants semblent s'accorder sur la nécessité d'opter pour des solutions locales, inspirées par le passé, tout en étant résolument tournées vers l'avenir.

PHARMEX 2024

Plus de 80 exposants attendus à Oran du 24 au 26 octobre

Plus de Quatre-vingt (80) exposants sont attendus à la 8e édition du Salon professionnel de la pharmacie et de la parapharmacie (Pharmex 2024), prévue du 24 au 26 octobre prochain au Centre des conventions d'Oran (CCO) Mohamed-Benahmed, a-t-on appris samedi des organisateurs. Organisée par l'agence "PHARMEX Communication" sous le thème "Le pharmacien d'officine, un

acteur incontournable", cette édition verra la participation de professionnels du monde de la pharmacie, de laboratoires, de distributeurs industriels, de pharmaciens d'officine, de médecins, d'étudiants en médecine et pharmacie et de services (logiciels, édition, référentiel des médicaments) entre autres, ont-ils indiqué. Ce salon est un événement qui réunira l'ensemble de la communauté des pharmaciens de

l'Ouest et d'autres régions du pays, ainsi que des praticiens et des acteurs du secteur de la santé (enseignants, chercheurs, ...) et d'institutions publiques. Différents intervenants dans le domaine de la pharmacie seront conviés à exposer leurs nouveautés et leurs produits et services. Des rencontres B to B seront également organisées pour d'éventuels partenariats entre

opérateurs pharmaceutiques algériens, a-t-on ajouté. Un riche programme de conférences a été concocté autour des thèmes "la numérisation de la pharmacie d'officine", "l'Algérie, une plateforme clé pour l'exportation en Méditerranée et en Afrique", "la révolution intelligente de l'industrie pharmaceutique" et le pharmacien" entrepreneur, entres autres, a-t-on conclu.

MOSTAGANEM

Récolte de près de 1,5 quintal de graines d'arganier

Près de 1,5 quintal de graines d'argan a été récolté, cette année, dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris auprès de la Conservation des forêts. La même source a précisé que la campagne de cueillette, qui s'est achevée récemment, a permis d'engranger 1,5 quintal (150 kilogrammes) de graines de semences de ce fruit rustique devant être mises en terre au niveau des stations d'orientation ou livrées aux citoyens, agriculteurs et enseignants des différents instituts et universités du pays. La campagne a, par ailleurs, donné lieu à ce jour,

à la collecte de 3.500 boutures sur 10.000 prévues dans les prochaines semaines. Un nombre jugé suffisant pour répondre aux besoins exprimés pour l'acquisition de cette essence végétale dont l'importance est avérée, tant sur le plan économique et écologique, a fait savoir la même source. La wilaya de Mostaganem projette de créer une réserve dédiée à l'arganier dont l'implantation est prévue au niveau de la forêt "Les Dunes" dans la commune de Stidia qui abrite une arganeraie de près de 500 arbustes porteurs de semences du fruit, a-t-on indiqué. Le

programme dont la mise en œuvre a été entamée au début du premier semestre de cette année vise, notamment, la réhabilitation de l'espace sylvicole, la préservation de la souche locale de cette essence arboricole, son développement et son inscription en tant que souche originelle, ainsi que la création d'une antenne relevant de la tutelle du Centre national de développement et de valorisation de la culture de l'arganier (CNDVCA). La Conservation des forêts de cette région du Nord-ouest du pays, ambitionne de porter la production annuelle de bou-

tures d'arganier de 10.000 à 45.000 unités dans les trois prochaines années (2025-2027), selon la même source. Dans cette optique, cet organisme a mis en œuvre, ces dernières années, un programme portant sur la mise en terre de boutures de cette essence arboricole à travers sept espaces sylvicoles, localisés, notamment au niveau des forêts des communes de Stidia, Ain Nouissy, Hassi Mameche, Safsaf, Khadra et Benabdelmalek Ramdane, outre la réalisation d'un arborétum scientifique au parc des loisirs "Mostaland", note-t-on.

STOCKAGE DE CÉRÉALES

Réalisation en cours de trois centres de proximité à El-Meniaâ

Un projet de réalisation de trois centres de proximité de stockage de céréales a été lancé dans la wilaya d'El-Meniaâ, dans le cadre du renforcement des capacités de stockage de céréales, a-t-on appris samedi auprès des Services de la wilaya. Ces structures, d'une capacité de stockage de 50.000 quintaux chacune, permettront d'emmagasiner d'importantes récoltes céréalières réalisées ces dernières années dans la région, considérée comme un pôle agricole notamment dans le domaine céréalier, a affirmé le wali d'El-Meniaâ, Mokhtar Benmalek, lors du lancement du projet. Une superficie de plus de 22.000 hectares a été réservée au développement de la céréaliculture dans la wilaya d'El-Meniaâ, qui verra aussi l'entrée en service de 90 nouveaux pivots d'irrigation, au titre de la prochaine campagne labours-semailles, a fait savoir le responsable. Supervisé par la direction locale des Equipements publics et confié à des entreprises de réalisation, ce projet, dont le délai de réalisation est de huit mois auquel l'Etat accorde une grande importance, a été retenu au niveau des périmètres agricoles jouxtant la RN-1, entre El-Meniaâ et Ghardaïa, a-t-on expliqué lors de la présentation du projet. Il comportera, en plus des espaces d'ensilage, des réservoirs d'eau, des générateurs électriques, un pavillon administratif et d'autres servitudes, a-t-on ajouté. Des exploitants agricoles locaux ont salué l'opération qualifiée de "stratégique" pour le stockage des récoltes dans de bonnes conditions. La wilaya d'El-Meniaâ s'est vue accorder, au titre du programme national de renforcement des sites de stockage, un projet de réalisation d'un complexe de stockage d'une capacité d'un (1) million de quintaux, en plus de 11 centres de stockage de proximité.

PORT D'ALGER
Le trafic de marchandises augmente de près de 8% au 2e trimestre 2024

Le trafic de marchandises au niveau du port d'Alger a connu une hausse, au cours du deuxième trimestre de l'année en cours 2024, de près de 8% sur un an, atteignant un volume de 2 millions de tonnes, selon le dernier bilan de l'Entreprise portuaire d'Alger (Epal). Durant la période avril-juin 2024, l'Epal a traité un volume de 2.011.673 tonnes de marchandises débarquées et embarquées, contre 1.869.821 tonnes au cours de la même période de l'année 2023, soit 141.852 tonnes de plus, indique l'entreprise dans le dernier numéro de sa revue. Cette augmentation a été tirée principalement par le trafic des produits agricoles/alimentaires (+26%), dont le blé (+24%) et le sucre (+50%), explique la même source. Dans les détails, les marchandises débarquées ont affiché un volume de 1.703.851 tonnes (+8,25%) tandis que celles embarquées (exportées) ont totalisé durant le deuxième trimestre 307.822 (+4,07%). Pour l'ensemble du premier semestre 2024, le trafic de marchandises a augmenté de 6,83% sur un an, pour atteindre 3.974.932 tonnes, réparties sur 3.320.000 tonnes de marchandises débarquées (+6,61%) et 654.933 tonnes de marchandises embarquées (7,97%). Le nombre de navires ayant accosté au niveau de la principale infrastructure portuaire du pays, durant le deuxième trimestre de l'année, s'est stabilisé par rapport à la même période de 2023, atteignant 402 navires dont 310 opérateurs.

APPARITION DE CAS DE DIPHTÉRIE ET DE PALUDISME DANS LES WILAYAS DU SUD

Une commission médicale dépêchée

Sur ordre du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, une commission médicale a été dépêchée, vendredi, dans les wilayas Tamanrasset, In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar, où des cas de Diphtérie et de Paludisme sont apparus, indique le ministère de la Santé dans un communiqué. "Sur ordre du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et compte tenu de la situation actuelle, une commission médicale composée d'un staff médical qualifié, ainsi qu'un avion chargé d'importantes quantités de médicaments, de sérums antidiphtériques et de matériel de protection ont été envoyés, vendredi, dans les wilayas de Tamanrasset, In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar", lit-on dans le communiqué.

"Compte tenu de la situation sanitaire que connaissent certaines wilayas du sud suite à l'apparition de cas de Diphtérie et de Paludisme importés, le ministère de la Santé tient à rassurer que tous les cas ont été pris en charge conformément aux protocoles de soins en vigueur, soulignant qu'"un suivi quotidien de la situation épidémique est assuré aux niveaux central et local", précise la même source. Le ministère de la Santé avait dépêché, jeudi, ajoute le communiqué, une mission d'experts à Tamanrasset et In Guezzam pour s'enquérir de la situation et fournir un quota de médicaments et de sérums antidiphtériques". Une deuxième mission sera dépêchée, dimanche prochain, dans la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, dotée de médica-

ments et de sérums contre la Diphtérie", poursuit le ministère, rappelant que "ces produits sont distribués tout le long de l'année, dans le cadre de l'approvisionnement des établissements de santé et que les quantités acheminées à travers ces missions ne sont que des quantités supplémentaires". "Le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi suit l'opération en coordination avec les walis des wilayas concernées et les établissements de santé sur les lieux", relève la même source. L'Algérie a obtenu le certificat de l'Organisation mondiale de lutte contre le Paludisme, rappelle le ministère, soulignant que "les cas enregistrés sont des cas importés de pays touchés".

L'EXPERT EN INTELLIGENCE ARTIFICIELLE OKBA CHABBI
«L'Algérie dispose du premier élément de base pour développer l'IA»

L'Algérie dispose du premier élément de base pour développer et tirer profit des avantages de l'Intelligence artificielle (IA), a estimé l'expert en intelligence artificielle Okba Chabbi. Nouvel eldorado des états et des entreprises, l'Intelligence artificielle (IA) mobilise des investissements colossaux dans le monde pour ses avantages. L'Algérie ne doit pas rester à l'écart de ce mouvement, d'autant plus qu'elle a la chance de disposer du premier élément de base pour développer et tirer profit, à son tour, des bienfaits de l'IA, estime l'expert en intelligence artificielle Okba Chabbi, l'invité du jour de la radio chaîne 3. Parmi les secteurs qui peuvent recourir à l'IA, M. Chabbi cite, entre autres, « les banques qui ont besoin de cette technologie dans ses transactions, notamment en matière de reconnaissance faciale et la

santé pour l'aide au diagnostic ». Il y a tellement de secteurs où on peut mettre en place cette IA, note l'invité du jour de la chaîne 3, d'autant plus que l'ingrédient de base nécessaire pour tirer profit de l'IA est disponible l'Algérie à savoir « les diplômés en mathématiques, une matière grise rare que les états et les grandes entreprises mondiales s'arrachent ». En Algérie, souligne M. Chabbi, nous avons des écoles qui forment des diplômés en mathématique, telles que l'Ecole nationale supérieurs de l'intelligence artificielle (EN-SIA), le Numidia Institute of Technology (NTI), l'Ecole nationale supérieure d'informatique (ISI) et récemment l'Ecole natio-

nale supérieure de la cybersécurité. Y a-t-il d'autres préalables pour développer l'IA en Algérie ? « Commençons d'abord, répond M. Chabbi, par retenir nos jeunes diplômés en leurs offrandes des emplois revalorisant en relation avec leurs études et surtout des salaires corrects ». Mais pas seulement ; il faut aussi ; relève-t-il, que la partie matérielle suive, en terme de data center et de GPU (processeurs graphiques). Autre ingrédient nécessaire pour développer des activités d'intelligence artificielle, il faut « un marché », souligne l'invité du jour de la radio chaîne 3, pour « inciter les entreprises à investir dans cette nouvelle technologie qu'est l'IA ».

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION
6 morts et 395 blessés en 48 heures

Six (06) personnes sont décédées et 395 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique samedi un bilan de la Protection civile. D'autre part, les unités de la Protection civile ont procédé, durant la même période, à l'extinction de 10 incendies urbains, industriels et divers à travers les wilayas d'Alger, Tizi-Ouzou, M'sila, Aïn Témouchent, Blida, Mila et Timimoun, selon la même source, précisant qu'un incendie s'est déclaré dans une bâtisse au niveau de la cité 100 logements Baba Ali, dans la commune de Saoula (Alger) ayant causé des gênes respiratoires à trois personnes incommodées par la fumée. Les secours de la Protection civile ont prodigué également des soins de première urgence à 7 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffe-bain à l'intérieur de leurs domiciles à Alger et Constantine. Le dispositif de surveillance des plages a effectué, quant à lui, ces dernières 48 heures, 71 interventions pour le sauvetage de 38 personnes, tout en déplorant le décès de deux jeunes âgés respectivement de 19 et 21 ans, noyés dans une mare d'eau au lieu-dit El Khachime, village de Tassina, dans la commune d'El Bayadh. D'autre part, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 31 incendies de couvert végétal à travers plusieurs wilayas du pays.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	400,00	NC	0,00	-4,60	-6,80	7,72	7,50	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 180,00	NC	0,00	-2,74	-6,43	6,54	8,26	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 250,00	2295,00	+2,00	1,22	0,20	12,07	5,45	5618	12 893 310,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-5,59	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	-8,03	-17,09	2,03	-	15	6 075,00

Mercuriale

وزارة التجارة وتربية الصادات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 25 سبتمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 25 septembre 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
DA / Kg		معدل	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	92	114	70	البطاطا
	Tomate	90	104	76	الطماطم
	Oignon sec	49	56	42	البصل الجاف
	Ail sec	388	446	330	الثوم الجاف
	Carotte	84	94	73	الجزر
	Navet	119	131	107	لفت
	Poivron	115	129	100	الفلفل الأخضر
	Piment	132	149	114	الفلفل الحار
	Courgette	166	181	152	الكوسة
	Haricot vert	225	249	201	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	149	163	135	الخس
	Pomme locale	381	489	274	التفاح المحلي
	Datte	548	678	418	التمر
	Melon	98	109	87	البطيخ الأصفر
	Pastèque	88	97	79	البطيخ الأحمر
	Poire	375	464	286	الإجاص
	Raisin	206	263	149	العنب
Produits d'origine animale	Banane	476	491	462	الموز
	Viande bovine locale	1807	1951	1663	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	455	466	443	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (litre)	92	97	86	حليب البقر (لتر)

POUSSÉE PAR DES RÉSULTATS ENCOURAGEANTS

L'Algérie opte pour un tourisme de premier plan

Il est indéniable que l'Algérie jouit de potentialités touristiques avérées et d'atouts majeurs pour un tourisme de qualité et de premier plan. Dans la réalité, ce secteur souffre toujours d'insuffisances, et en dépit de différents programmes de relance, reste un peu sous exploité, pour de multiples raisons. C'est à cette forteresse que le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, veut s'attaquer et a indiqué que l'Algérie avait placé parmi ses priorités de développement l'édification d'une industrie touristique de premier plan à même de contribuer à l'essor du pays.

Par Réda Hadi

En effet, dans un message adressé à l'occasion de la Journée mondiale du tourisme (27 septembre), placée cette année sous le thème "Le tourisme et la paix", M. Didouche a indiqué que "l'Algérie, grâce à ses atouts touristiques, a placé parmi ses priorités de développement, l'édification d'une industrie touristique de premier plan à même de contribuer à l'essor du pays et au bien-être social des citoyens". Certes pour beaucoup, la relance du tourisme en Algérie, ne doit pas être un choix idéologique, mais bien le résultat d'une politique en la matière affirmée, et particulièrement audacieuse. C'est en tout cas la détermination affiche par Didouche, pour qui cette démarche passe par la promotion des destinations locales dans le cadre de la destination touristique Algérie, au titre du développement durable global. A cette occasion, M. Didouche a rappelé que l'Algérie a connu, ces dernières années, une affluence touristique accrue, à la faveur du climat de paix et de sécurité dont elle

jouit et grâce au soutien et à l'encouragement apportés par les hautes autorités du pays au secteur du tourisme, assurant que son département s'employait à renforcer cette tendance. Le ministre a, par ailleurs, souligné qu'après la saison estivale, marquée par un pic de l'activité touristique dans les wilayas côtières, la saison du tourisme saharien qui approche permettra aux touristes de découvrir les innombrables atouts naturels, culturels, sociaux et historiques du sud algérien. Au-delà de la détermination des pouvoirs publics, des spécialistes affirment que de nos jours, le tourisme domestique ou le tourisme international de grandes masses, n'existent plus depuis des décennies. Et qu'à cela, se secteur ne peut trouver son salut que dans le développement d'un tourisme qui profitera aux nationaux et qui incitera les touristes étrangers à venir visiter l'Algérie. Difficile équation à résoudre, et qui ne recueille pas les faveurs des pouvoirs publics qui ont opté pour un tourisme de premier plan c'est-à-dire de qualité sans abonder dans le surtourisme.

A cette option des voyageurs estiment que cela relève de la gageure, car cela suppose surtout une transformation radicale de la culture du tourisme dans notre pays, qui se résume essentiellement au balnéaire pour son côté domestique, ainsi qu'à des réformes structurelles en profondeur. Si les avis restent partagés, sinon divisés, tous s'accordent à dire, que la formation reste le talon d'Achille, de toute politique de relance de ce secteur. D'autres soulignent surtout que l'essor de ce secteur peut être considérablement freiné, par le manque d'entretien de nos sites tant culturels, culturels, que naturels. En ce sens, il y a beaucoup à faire, à voire l'état dégradé de certains de nos monuments, ou de nos sites antiques, qui peut être réhabilitaire. Et c'est en cela, que tous les acteurs se disent optimistes, tant la volonté politique est évidente, accentuée par des résultats encourageants, mais cependant apportent un bémol, en soulignant qu'il faut avant tout réussir le travail en amont, avant toute velléité d'amorce de la relance de ce secteur.

ARKAB REÇOIT LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE SLOVÉNIE Le renforcement de la coopération énergétique au menu

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a reçu, hier à Alger, une délégation parlementaire de la République de Slovanie conduite par la présidente de l'Assemblée nationale slovène, Urska Klakocar Zupancic, en visite officielle en Algérie. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de la République de Slovanie en Algérie, du vice-président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Monder Bouden et des cadres du ministère, les deux parties ont passé en revue les «excellentes» relations de coopération et de partenariat entre les deux pays dans le domaine de l'Energie et des Mines ainsi que les perspectives de

leur renforcement, a indiqué le ministre de l'Energie dans un communiqué. A cette occasion, Arkab et Mme Klakocar Zupancic ont mis en avant «la dynamique marquant la coopération entre les entreprises du secteur, à l'instar de celles établies entre le groupe Sonatrach et la société slovène (Geoplin) dans le domaine de la commercialisation du gaz naturel, notamment après la signature d'un accord, mai dernier, dans le cadre du contrat achat et vente du gaz naturel», ajoute le communiqué. Dans ce sillage, les deux parties ont mis en exergue les opportunités de coopération, d'investissement et de partenariat entre les entreprises des deux pays dans le secteur énergétique, notamment

dans le domaine des hydrocarbures et le renforcement des relations commerciales dans le domaine du gaz naturel. Elles ont également évoqué d'autres aspects de coopération liés à l'échange d'expériences, à l'investissement et au partenariat dans le secteur des mines, notamment la recherche géologique, l'exploration, l'exploitation et la transformation des ressources minérales en Algérie, à la faveur de la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement en Algérie qui prévoit plusieurs facilitations et avantages aux opérateurs étrangers. Les deux parties ont, en outre, abordé «d'autres domaines de coopération, particulièrement le développement des

énergies nouvelles et renouvelables à l'instar de l'hydrogène vert et le projet «South2 Corridor», le dessalement de l'eau de mer, le développement des réseaux électriques intelligents et la coopération en matière de développement des applications nucléaires dans le domaine médical». S'exprimant à cette occasion, la responsable slovène s'est dite «satisfaite de la qualité des relations historiques privilégiées entre les deux pays, réitérant l'engagement de la partie slovène à renforcer les relations de coopération bilatérale et à les élargir à d'autres domaines d'intérêt commun tels que l'énergie et les mines», a ajouté la même source.

Par S R.

COOPÉRATION Le ministre nigérien du Pétrole en visite de travail en Algérie

Le ministre du Pétrole de la République du Niger, Sahabi Oumarou, entame, samedi, une visite de travail en Algérie, dans le cadre du renforcement des relations de coopération entre les deux pays dans le domaine de l'énergie, notamment les hydrocarbures, a annoncé le ministère de l'Energie et des Mines dans un communiqué. Cette visite, lors de laquelle M. Oumarou sera à la tête d'une importante délégation composée de responsables et de cadres du Premier ministère, du secteur nigérien des hydrocarbures et de la société nigérienne du pétrole, participe de "la volonté mutuelle d'ouvrir de nouvelles perspectives au développement des relations entre les deux pays", a précisé le communiqué. Ces relations "connaissent un développement constant et notable, grâce aux visites échangées par les hauts responsables des deux pays, en vue de mettre en œuvre les programmes de coopération en place et de finaliser les projets de développement conjoints, notamment le projet de recherche et d'exploration de Sonatrach et le projet de gazoduc transsaharien (TSGP)", a ajouté la même source. Cette visite fait suite à celle effectuée par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, en République du Niger les 6 et 7 août 2024. Le programme de la visite du ministre nigérien du Pétrole en Algérie prévoit "plusieurs rencontres, notamment avec le ministre de l'Energie et des Mines et des responsables, ainsi que la visite de certaines installations énergétiques et d'instituts de formation du secteur, afin d'explorer les moyens de diversifier et d'étendre la coopération entre les deux pays à d'autres domaines comme le raffinage et la pétrochimie, et de bénéficier de l'expertise algérienne dans ces domaines".

R E.

BOUGHALI REÇOIT SON HOMOLOGUE URSKA KLAOKAR ZUPANCIC

Les relations bilatérales entre l'Algérie et la Slovanie évoquées

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali a reçu, samedi la présidente de l'Assemblée nationale de la République de Slovanie, Mme Urska Klakocar Zupancic, qui effectue une visite officielle en Algérie, inique un communiqué de la chambre basse du Parlement. M. Boughali a évoqué, lors de cette rencontre, les relations bilatérales entre l'Algérie et la Slovanie, "datant de la révolution de libération avec l'ex-Yougoslavie", a précisé la même source soulignant que cette visite intervenait à un moment où la coopération bilatérale entre les deux pays

"connaît un nouveau départ". Il a également fait observer que les relations entre les deux pays "ont été insufflées suite à la visite du Premier ministre slovène en mai dernier en Algérie, qui a été couronnée par la signature de plusieurs accords de coopération". Le président de l'APN a également évoqué le volume des échanges commerciaux entre les deux pays, notant que l'Algérie était "le premier fournisseur de gaz pour la Slovanie", ce qui témoigne, a-t-il dit, de "la profondeur des relations entre les deux pays". Pour sa part, Mme Zupancic a saisi cette occasion pour féliciter

le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de sa réélection pour un second mandat, ajoutant que l'Algérie était "un partenaire important" pour la Slovanie. Elle a également mis en avant l'importance de la coopération bilatérale pour la "promotion des relations commerciales dans d'autres domaines que l'énergie". Concernant les questions internationales, les deux parties ont réitéré l'appel à "la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité exigeant un cessez-le-feu immédiat et durable à Ghaza" exhortant "la communauté internationale à assumer,

impérativement, ses responsabilités afin de faire avancer le processus politique en vue d'une solution juste et définitive garantissant l'établissement d'un Etat palestinien indépendant et souverain". S'agissant de la question du Sahara occidental, les deux pays ont affirmé "leur soutien au processus politique conduit par les Nations Unies en vue d'aboutir à une solution juste, durable et définitive à même de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité".

SOUK TLETA(TLEMEN)
Hausse de la production de la station de dessalement de l'eau de mer à 60.000 m3/jour

La production de la station de dessalement de l'eau de mer de la commune de Souk Tleta (Tlemcen) a été augmentée, dernièrement, passant de 20.000 m3/j à 60.000 m3/jour, a-t-on appris, du wali Youcef Bechlaoui. En marge de sa visite d'inspection à cette infrastructure, M. Bechlaoui a souligné que la production de ladite station avait baissé à 20.000 m3/j, après un arrêt de longue durée, et avec le soutien du ministre de l'Energie et des mines et du Président directeur général de Sonatrach, des ingénieurs de cette société ont été mobilisés pour la réhabilitation de cette station, afin d'augmenter sa production à 60.000 m3/ jour. Il a ajouté que cette station a permis, depuis août dernier, de réduire la tension sur le couloir ouest de la wilaya dans le domaine de l'alimentation en eau potable, qui comprend 14 communes. M. Bechlaoui a ajouté que "les ingénieurs de Sonatrach ont travaillé à un rythme supérieur pour atteindre ces résultats pour cette station, dont la capacité productive sera augmentée, dans les prochains mois, à 80.000 m3/j, en attendant de résoudre le litige avec le partenaire étranger pour permettre à Sonatrach d'investir dans cette station et augmenter sa capacité productive, progressivement, jusqu'à 200.000 m3/j.

BOUIRA

Coup d'envoi à Haizer de deux sessions de formation de guides touristiques

Deux sessions de formation de guides touristiques et en photographie touristique ont été lancées vendredi à l'institut national spécialisé de la formation professionnelle (INSFP) de la ville de Haizer (Est de Bouira) au profit de 100 jeunes venus de 17 wilayas.

Arrivés et accueillis depuis jeudi après-midi au camp de jeunes de Tillesdit à Bechloul, 100 jeunes venus notamment de Bouira, Alger, Tizi Ouzou, Tamanrasset, Biskra, Skikda, Souk Ahras, participent à ces deux sessions de formation qui se poursuivront jusqu'au 1er octobre prochain, selon les organisateurs. A l'occasion de la journée mondiale du tourisme, "ces deux sessions de formation s'articuleront sur des cours de sensibilisation sur le rôle du guide touristique dans la préservation du patrimoine naturel et touristique de la wilaya", a expliqué à l'APS la directrice du tourisme et de l'artisanat, Samira Moumen. Le coup d'envoi de ces deux sessions de formation s'est déroulé en présence des autorités locales de la wilaya, ainsi que d'un direc-

teur central au ministère du tourisme et de l'artisanat, M. Khemkhoun Mustapha, ainsi que des cadres et responsables locaux du secteur. "Les guides touristiques et la photographie jouent un rôle prépondérant dans la promotion du tourisme en zone montagneuse à travers l'accompagnement des visiteurs et des touristes, et ces deux sessions de formation viennent à point nommé pour promouvoir le tourisme dans cette wilaya ainsi que dans d'autres wilayas du pays", a déclaré M. Khemkhoun. Outre le volet pédagogique, il est prévu pendant ces deux sessions de formation, l'organisation d'activités culturelles ainsi que des visites guidées à HamamKsana, Dirah et Tikjda, encadrées par des agents du Parc na-

tional du Djurdjura (PND) au profit de ces jeunes. Les formateurs auront à "sensibiliser les participants sur le rôle des guides et des accompagnateurs touristiques dans la préservation du patrimoine touristique en montagne, sur l'importance de la photographie touristique, et la préservation des milieux naturels et de leur biodiversité", a souligné Mme Moumen. Des randonnées pédestres sont également programmées dans le cadre de ces sessions de formation, qui seront clôturées par une visite guidée au village touristique Ighillmoula, "une localité touristique en voie de restauration" sise dans la wilaya voisine de Tizi-Ouzou, a-t-elle fait savoir.

AÏN TEMOUCHENT

Plus de 120 projets réceptionnés à travers les communes de la wilaya

Pas moins de 121 projets inscrits et lancés au titre du programme de développement économique et social des collectivités locales (PDESCL), anciennement appelé plan communal de développement (PCD), durant l'année en cours, ont été réceptionnés dans la wilaya d'Aïn Temouchent, a-t-on appris, jeudi, de la directrice de l'Administration locale (DAL), Nacera Sebaha. Mme Sebaha a indiqué, lors des travaux du Conseil exécutif de la wilaya, que sur les 224 projets inscrits et lancés cette année,

au titre du programme précitée pour une enveloppe cumulée évaluée à 2,34 milliards de dinars, 121 projets répartis à travers l'ensemble des communes de la wilaya ont été réceptionnés, ajoutant que des démarches sont actuellement en cours "pour le lancement, prochainement, de 20 autres", relevant que le taux de consommation des crédits de paiement (CP) a atteint 43%. Le wali d'Aïn Temouchent, M'hamedMoumene, qui a supervisé les travaux de cette rencontre, a mis l'accent sur l'impératif de

"l'intensification des efforts sur le terrain par, notamment, l'élaboration d'une feuille de route, afin d'assurer le suivi régulier des projets en voie de réalisation et de les réceptionner dans les délais fixés par le cahier des charges". Ces projets revêtent une importance cruciale pour les communes, sachant que les opérations qui y ont été concrétisées ont un lien direct avec l'amélioration du cadre de vie des habitants de ces collectivités locales, notamment les projets inhérents à

l'aménagement urbain, l'éclairage public, outre ceux ayant donné lieu à la réalisation de classes d'extension dans divers établissements scolaires et d'équipements publics, d'où la nécessité, comme l'a souligné le wali, de "veiller à les réaliser dans les délais impartis". Il convient de rappeler que l'année écoulée (2023) a été marquée par la réception de 360 projets de développement, dans le cadre du PDESCL, sur un total de 370 opérations inscrites, signale-t-on.

TOUGGOURT

Plus de 800 cas de piqûres de scorpion

Aucun décès n'est déploré parmi les victimes de piqûres de scorpion dans la wilaya de Tougourt qui a enregistré 823 cas d'envenimation depuis le début de l'année 2024, a-t-on appris mercredi, de la Direction locale de la santé et de la population (DSP). Enregistrés en majorité dans les zones rurales et reculées de la wilaya, ces

cas d'envenimation ont été pris en charge au niveau des structures hospitalières de la région, suffisamment dotées en sérum antivenin et en moyens nécessaires à une bonne prise en charge des victimes du scorpion, a signalé la responsable du service de la prévention à la DSP, le Dr Souad Mes-saoudi.

Par souci de prémunir la santé publique de ce fléau, la DSP lance, chaque année, avec la participation de plusieurs partenaires, dont la Protection civile et les associations locales, des campagnes de sensibilisation des citoyens aux mesures préventives à respecter, dont l'hygiène du milieu urbain et des domiciles, ainsi que le ramassage des

décombres et déchets, foyers propices à la prolifération de ces insectes venimeux, notamment en période de fortes chaleurs, a-t-elle expliqué. Le programme préventif porte aussi sur l'explication des premiers secours à apporter en cas de piqure pour permettre ensuite une bonne prise en charge de la victime au niveau des structures de santé.

MILA

Lancement de travaux d'urgence de protection des secteurs sauvegardés du vieux Mila

Des travaux d'urgence de protection des secteurs sauvegardés sur quatre sites du vieux Mila ont été lancés jeudi sous la supervision des autorités locales. Selon les explications données par le directeur local de la culture et des arts, Tahar Arris, ce projet qui s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat de protection du patrimoine culturel vise à préserver le secteur sauvegardé du vieux Mila par

l'engagement de travaux d'urgence sur quatre sites du secteur. Mobilisant une enveloppe financière de 200 millions DA, le projet a été confié à une entreprise de réalisation spécialisée, tandis que le suivi sera assuré par un bureau d'étude qualifié, a ajouté le même responsable. L'architecte chargée du suivi des travaux programmés, Meriem Ziani, a précisé que ces travaux portent sur la réhabilita-

tion des façades d'édifice, du pavage des ruelles et des divers réseaux au côté de l'engagement d'une vaste opération de nettoyage et l'enlèvement des déblais et restes jonchant les anciens édifices. Il sera également procédé, a-t-elle ajouté, à la requalification des circuits touristiques à l'intérieur de la cité et à l'engagement de travaux de protection des monuments archéologiques dont la muraille byzantine et la fontaine ro-

maine " Ain El Bled ". De son côté, le wali de Mila, Mustapha Koreich qui a présidé le lancement de ces travaux a mis l'accent sur l'importance de ce projet pour la protection de ce site archéologique " important "qui renferme plusieurs biens et monuments culturels à grande valeur archéologique et historique dont la mosquée Abou MouhadjirDirnar en cours de restauration.

Défis et perspectives en Algérie

1^{ère} partie

Comparaison des stratégies d'innovation pour l'adoption des paiements numériques						
Pays	Type d'innovation	Plateforme/Partenaire	Description	Stratégie clé	Partenariats Public-Privé	Standardisation
Argentine	Faible friction, TPE, subvention	Banflink, Buzubeta, CB	Faciliter l'accès aux terminaux de paiement électronique et paiements mobiles via Banflink	Adopter l'avis, influence des commerçants	Collaboration avec finca et banques locales	Interopérabilité CB-Electronic, plateformes Banflink, Buzubeta, Buzubeta
Maroc	Réduction des frais, facilités paiements mobiles	WaterCash, JumaPay	Facilitation des paiements via mobile et réduction des frais pour encourager l'adoption des TPE	Adopter processus mais aussi encourager l'adoption	Partenariats avec banques et finca locales	Interopérabilité des paiements mobiles
Tunisie	Coopération fiscale, subvention fiscale	Fisco, Dri	Subvention aux finca et exonérations fiscales pour encourager les paiements numériques	Adopter modèle avec finca et avis prior	Collaboration avec finca locales	Interopérabilité des solutions de paiement numérique
Égypte	Initiatives fiscales, facilités paiements mobiles	Fisco, Vodafone Cash	Encouragement des paiements mobiles et exonérations fiscales pour les transactions numériques	Coopération rapide des paiements mobiles, adoption forte	Partenariats et avis en plus d'un Banflink par la BCE	Standardisation des paiements via Fisco
Algérie du Sud	Suppression taxes, subvention	Imapfisc, Zapper	Suppression des taxes sur transactions numériques, facilités avec TPE	Adopter modèles, intégrité processus	Partenariats avec finca locales	QR codes standardisés
Brazil	Coopération fiscale, cashback	PayPay, Mercado Pago	Programme de cashback et exonérations fiscales pour les paiements électroniques	Adopter forte, croissance des paiements en ligne	Collaboration avec finca locales	Standardisation des plateformes de paiement
Inde	Exonérations fiscales, QR	Paytm, QR	Système de paiement numérique sans frais, exonérations sur adoption de TPE	Coopération rapide, Paytm et QR dominent	Collaboration avec finca locales et banques	QR standardisé au niveau national
Royaume	Subventions, collaboration avec opérateurs mobiles	M-Pesa	Paiements mobiles facilités via opérateurs mobiles dans les zones rurales via M-Pesa	Adopter massive de M-Pesa, réseau privé local	Collaboration avec opérateurs mobiles (Safaricom)	Standardisation M-Pesa
Nigeria	Réduction des frais bancaires	Opay, Remita	Réduction des frais bancaires pour les transactions numériques, simplification	Adopter modèles, influence des commerçants	Partenariats avec banques et finca locales	Standardisation des plateformes numériques
Oman	Subventions, partenariats	WooCash Pay Almay	Subventions aux entreprises, partenariats pour l'adoption massive des paiements numériques	Adopter massive, réseau en zones rurales	Partenariats avec entreprises technologiques	Système standardisés (QR codes)

LIBAN

L'économie plombée par la guerre, le PIB russe dopé par le pétrole

La guerre au Proche-Orient, dont le front s'est étendu vers le Liban, devrait plomber davantage l'économie déjà fragile du pays, a prévenu jeudi la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) dans des prévisions économiques révisées. De son côté l'économie russe, dopée par ses ventes de pétrole, continue malgré les sanctions liées à la guerre en Ukraine de défier les pronostics de l'institution, qui revoit une fois de plus à la hausse les perspectives du pays. Après une contraction de 0,2% en 2023, le Produit intérieur brut (PIB) libanais devrait reculer de 1% cette année, selon les projections de la Berd, qui anticipait jusqu'ici une légère croissance en 2024. Le Liban, plongé dans l'impasse politique et plombé par la stagnation de réformes essentielles, a vu son PIB reculer en cumulé de plus de 40% depuis 2018. Près d'un an après le début de la guerre à Gaza, déclenchée par l'attaque sans précédent du mouvement islamiste Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, le Liban est devenu à son tour une ligne de front. Les projections devraient encore s'assombrir, car "toute escalade pèsera certainement sur la croissance" du pays, a commenté auprès de l'AFP Beata Javorcik, cheffe économiste de la Berd.

LIBYE

Une relance des activités pétrolières en perspective ?

Le secteur pétrolier est dans l'impasse depuis quelques semaines en Libye, dans un contexte de rivalité politique au sommet de l'État. Un antagonisme découlant d'une crise de leadership au sein de la Banque centrale du pays.

En Libye, l'impasse dans laquelle se trouvent les activités pétrolières pourrait connaître un dénouement positif d'ici les deux semaines à venir. C'est dans ce délai, décidé jeudi 26 septembre, que les autorités ont convenu d'établir le nouveau Conseil d'administration de la banque centrale libyenne. Pour rappel, le poste de gouverneur de cette institution financière notamment responsable de la gestion de la rente pétrolière, est l'objet de la discorde entre les gouvernements de l'est et de l'ouest. La situation, qui a entraîné la chute de la production d'or noir en dessous des 500 000 barils par jour contre environ 1,2 million précédemment, a connu une évolution positive avec la nomination consensuelle de Naji Mohamed Issa Belqasem comme gouverneur par intérim. Cette évolution pourrait ouvrir la voie vers l'amélioration du climat politique et la poursuite des objectifs de production de 2 millions de barils quotidiens annoncés par l'État. Le secteur pétrolier représente 97% des exportations, plus de 90% des recettes fiscales et 68% du produit intérieur brut (PIB) de la

Libye, selon la Banque africaine de développement (BAD). Cette dernière anticipe une croissance de 6,2% pour l'économie libyenne en 2025. Cette projection est corrélée à une stabilisation des prix et à la production de pétrole et de gaz sur la période. Par ailleurs et dans le même esprit Les opérateurs télécoms publics libyens (Libya Telecom, Al-Madar Al-Jadeed et Libyana Mobile Phone) et la National Oil Corporation ont signé un accord le mercredi 25 septembre. L'objectif est de créer des villes pétrolières intelligentes. La première sera Ras Lanuf, une ville portuaire située à environ 600 kilomètres de la capitale Tripoli. « Cet accord vise à créer et à développer une infrastructure numérique dans les villes pétrolières en intégrant les dernières technologies de télécommunication et d'information afin d'améliorer l'efficacité des opérations pétrolières et de renforcer la durabilité de la production », peut-on lire dans le communiqué publié par la Libyan Post Telecommunications and Information Technology Company (LPTIC). Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la

volonté des autorités libyennes de s'appuyer sur l'importance stratégique des télécommunications pour optimiser la gestion des ressources, accroître la production et réduire les coûts opérationnels dans le secteur pétrolier. Selon la Banque africaine de développement, « l'économie libyenne dépend fortement du pétrole et du gaz, qui représentent 97 % des exportations, plus de 90 % des recettes fiscales et 68 % du PIB ». En matière de TIC, la Libye pointe au premier rang continental à l'indice de développement des TIC en 2024, d'après les données de l'Union internationale des télécommunications. Avec cette initiative, le pays pourrait utiliser des systèmes automatisés et l'Internet des objets (IoT) pour optimiser la gestion des opérations pétrolières (extraction, transport, raffinement), réduire les émissions de carbone, et améliorer l'efficacité énergétique. De plus, ces villes visent à améliorer la qualité de vie en diversifiant leur économie au-delà du pétrole, tout en intégrant des solutions de mobilité, d'énergie renouvelable, et de gestion durable des ressources.

«MARQUARDT» INAUGURE SON USINE EN TUNISIE

50 millions d'euros mobilisés pour l'industrie automobile de luxe

Avec un investissement de plus de 50 millions d'euros et une perspective de création de 1.500 emplois, cette nouvelle installation positionne «Marquardt» en tant que moteur de croissance dans l'économie tunisienne, tout en relevant les défis d'une industrie automobile en pleine mutation. Le groupe allemand « Marquardt », leader mondial de la mécanique, a officiellement inauguré sa nouvelle usine de production à El Fejja, en Tunisie. Ce projet ambitieux, qui s'inscrit dans la stratégie de développement de l'entreprise familiale en Afrique du Nord, vise à renforcer sa position dans le secteur de l'industrie automobile de luxe en pro-

duisant des panneaux de commande innovants pour des véhicules haut de gamme. Cette installation moderne et technologiquement avancée constitue une étape clé dans l'expansion internationale de « Marquardt ». L'investissement total s'élève à plus de 50 millions d'euros, intégrant la construction de l'usine, les équipements de production et les machines ultramodernes. A l'horizon 2030, l'entreprise prévoit la création de 1.500 emplois, incluant des postes pour des ingénieurs, techniciens et opérateurs spécialisés. Nouredine Yakoubi, directeur général de « Marquardt », a souligné que l'engagement de l'entreprise envers l'excellence, ainsi que sa volonté

d'anticiper les défis futurs, se concrétisent par l'intégration des technologies les plus avancées. « Cette ambition prend forme avec la création d'un nouveau site de production ultramoderne, s'étendant sur 33.000 m². Ce site est spécialement conçu pour la fabrication de panneaux de commande de très haute qualité, destinés aux tableaux de bord des marques automobiles de prestige... Nous avons conçu cette installation avec les technologies de production les plus avancées, y compris une unité de peinture ultramoderne qui sera opérationnelle en juin 2025 », a-t-il précisé. Il a, également, souligné que ce site intégrera des activités telles que l'injec-

tion plastique, l'assemblage électronique et la fabrication de machines spéciales.

Un secteur stratégique pour la Tunisie

Pour sa part, Samir Abdelhafidh, ministre de l'Économie, a salué cette nouvelle réalisation, la qualifiant de « jalon important » pour l'industrie tunisienne. « Le succès de ce projet témoigne des compétences exceptionnelles du capital humain tunisien et de notre capacité à attirer des investissements étrangers de qualité », a-t-il affirmé. Le ministre a également mis en avant les avantages comparatifs de la Tunisie, tels que sa proximité avec l'Europe et ses accords de

libre-échange, qui renforcent son attractivité en tant que site d'investissement. « L'Allemagne est un partenaire économique de premier plan pour la Tunisie. En 2023, les investissements directs allemands en Tunisie s'élevaient à près de 2,3 milliards de dinars, avec plus de 310 entreprises allemandes opérant dans le pays, créant plus de 91.000 emplois... Cette dynamique positive continue de croître, et nous sommes déterminés à faciliter davantage l'investissement étranger en simplifiant les démarches administratives et en assurant un environnement favorable à l'industrie », a ajouté Abdelhafidh.

S&P GLOBAL

L'économie saoudienne devrait connaître une croissance de 5,3% en 2025

Le produit intérieur brut de l'Arabie saoudite devrait croître de 1,4% en 2024, avec une accélération à 5,3% en 2025, selon la dernière analyse des marchés émergents de S&P Global. L'agence de notation de crédit basée aux États-Unis a noté que les réductions de taux anticipées par la Réserve fédérale américaine seront probablement bénéfiques pour les marchés émergents tels que l'Arabie saoudite, dont les fondamentaux de croissance sont solides et qui bénéficie d'un afflux de capitaux accru. Au début du mois, S&P Global a souligné que la croissance économique de l'Arabie saoudite sera soutenue par sa stratégie de diversification visant à renforcer le secteur privé non pétrolier et à réduire la dépendance à l'égard des revenus du pétrole brut. « La transformation économique de l'Arabie saoudite est en cours. Le pays

traverse une période sans précédent de réformes sociales, économiques et politiques, destinées à diversifier son économie en dehors des hydrocarbures », indique le rapport. Il ajoute: « Au cours des deux prochaines années, ces réformes continueront à faire augmenter les indicateurs de la demande intérieure, en particulier ceux liés aux dépenses des ménages, au tourisme et à la construction. » L'agence prévoit une croissance économique de 4% en 2026, suivie d'une légère baisse à 3,6% en 2027. En outre, S&P Global prévoit un taux d'inflation moyen de 1,8% en 2024 et de 1,6% en 2025. Le taux de chômage devrait atteindre 4,7% cette année et 4,4% l'année prochaine.

Perspectives des marchés émergents

S&P Global prévoit également une forte

croissance pour l'Inde, avec une augmentation du PIB de 6,8% en 2024 et de 6,9% en 2025. L'agence note que la baisse des prix du pétrole profitera à la plupart des marchés émergents dans le monde en améliorant les comptes extérieurs et en réduisant l'inflation. « Si les recettes pétrolières procurent des avantages fiscaux à certains pays émergents par le biais de compagnies pétrolières publiques, la plupart des grands pays émergents sont des importateurs nets d'énergie. Une baisse durable des prix du pétrole pourrait accélérer la normalisation de la politique monétaire dans les pays émergents. Toutefois, l'escalade potentielle du conflit au Moyen-Orient pourrait faire remonter les prix du pétrole dans les mois à venir », a averti S&P Global. Parmi les marchés émergents, les économies d'Asie du Sud-Est sont bien placées

pour attirer les flux de capitaux, la Malaisie et le Vietnam bénéficiant d'exportations de produits électroniques et d'investissements directs étrangers. Le rapport indique que la production industrielle dans cette région surpasse celle des autres régions du monde. « Au Vietnam, la production manufacturière a augmenté d'environ 10% d'une année sur l'autre au cours du premier semestre 2024. Le secteur peut être cyclique, cependant, et la dynamique peut changer si la demande mondiale s'affaiblit », indique le rapport. En Turquie, l'économie devrait croître de 3,1% en 2024 et de 2,3% en 2025, freinée par des taux d'intérêt élevés qui limitent les investissements fixes. S&P Global a noté que les prévisions de croissance du PIB réel pour les marchés émergents, à l'exclusion de la Chine, restent à 3,9% en 2024 et à 4,3% en 2025.

CÔTE D'IVOIRE

1,8 milliard \$ d'intentions d'investissements au forum Invest In Sud-Comoé

Avec un potentiel considérable dans les secteurs minier, agricole et touristique, la région du Sud-Comoé contribue à hauteur de plus de 1,7 milliard de dollars au PIB ivoirien. Du 27 au 29 septembre, les autorités réunissent divers partenaires à Aboisso, afin d'y renforcer les investissements privés.

Lors du forum « Invest In Sud-Comoé », qui se déroule jusqu'au 29 septembre 2024, plus de 1,8 milliard de dollars d'intentions d'investissements ont été enregistrées, selon Solange Amichia, Directrice Générale du Centre de Promotion des Investissements de Côte d'Ivoire (CEPICI). Ce montant représente 56,7 % du total des investissements que le CEPICI prévoit mobiliser dans le cadre du forum, soit environ 3,1 milliards de dollars. Ce chiffre marque une progression par rapport aux précédents forums, « Invest In Korhogo » (100 millions de dollars) et « Invest In Bouaké » (1,4 milliard de dollars). L'initiative « Invest In », portée par le CEPICI pour attirer les investissements privés dans les régions ivoiriennes, séduit

des investisseurs du monde entier. Pour l'édition d'Aboisso, des partenaires venus de Tunisie, de Chine, du Maroc, de France, des Émirats Arabes Unis et des États-Unis ont fait le déplacement. Avec une croissance moyenne de 7,8 % entre 2013-2019, selon le FMI, la Côte d'Ivoire a été classée par le Legatum Institute comme le pays ayant connu la plus forte progression de prospérité au cours de la dernière décennie. Ce dynamisme économique, qui a résisté aux crises liées à la pandémie de Covid-19 et au conflit russo-ukrainien, devrait permettre à la Côte d'Ivoire d'atteindre un PIB de 100 milliards de dollars d'ici 2026. Face aux opportunités qu'offre cette croissance, les autorités ivoiriennes visent à

mobiliser 95 milliards de dollars de financements extérieurs, publics et privés, dans le cadre du Plan National de Développement (PND 2021-2025), en orientant ces investissements vers les régions à fort potentiel. « Le CEPICI mobilise des investissements dans l'industrie, l'énergie, les mines et toutes les potentialités de la Côte d'Ivoire. Nous avons décidé de ne plus nous contenter d'organiser des forums à Abidjan, mais de faire venir les investisseurs sur les sites où se trouvent les opportunités. Ainsi, une cartographie des sites à visiter est établie et les investisseurs peuvent choisir ceux qui les intéressent, ainsi que les projets sur lesquels ils souhaitent investir », a expliqué Solange Amichia.

BURKINA FASO

50 millions \$ de l'IDA pour le secteur de l'élevage

La Banque mondiale, via l'Association internationale de développement (IDA), a débloqué un financement de 375 millions \$ pour la phase 2 du projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS 2). Les pays concernés sont le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. Le Burkina Faso a adopté un projet de loi pour la ratification d'un accord de crédit de 50 millions \$ signé en juillet dernier avec l'Association internationale de développement (IDA) pour le financement additionnel de la phase 2 du projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel

(PRAPS 2). Ce projet, implémenté dans cinq autres pays du Sahel, vise à soutenir la résilience des petits producteurs face à la crise alimentaire. Selon les détails communiqués dans le compte-rendu du Conseil des ministres du 25 septembre 2024, le nouveau financement vise à fournir une assistance alimentaire aux populations vulnérables et à renforcer les capacités de production des petits producteurs dans plusieurs régions du pays. En plus de l'assistance alimentaire, l'accord permettra également, entre autres, l'acquisition de 54 000 tonnes d'engrais, dont 36 000 tonnes de NPK et 18 000 tonnes d'urée,

afin d'améliorer l'accès des producteurs aux intrants agricoles. Le projet PRAPS est une initiative financée par la Banque mondiale, à travers l'IDA, pour préserver les systèmes pastoraux qui font vivre plus de 20 millions de personnes au Burkina Faso, au Tchad, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Sénégal. « Il s'attache à améliorer la gestion des ressources naturelles et la santé animale, à apaiser les conflits, à faciliter l'accès aux marchés et à renforcer la préparation et la réponse aux crises », écrit l'institution sur son site. La phase 2 du projet bénéficie d'un financement de 375 millions \$. Au Burkina Faso, il devrait per-

mettre de mieux résister aux crises alimentaires récurrentes, tout en renforçant la durabilité des moyens de subsistance des éleveurs et agriculteurs. Selon les données d'un rapport publié en novembre 2022 par la Société allemande pour la coopération internationale (GIZ) sur le pastoralisme et l'agriculture à petite échelle au Burkina Faso, l'agriculture contribue pour 30% au PIB du pays et emploie plus de 80% de la population active. Dans le même temps, l'élevage contribue pour 18% au PIB du pays, et le secteur agro-sylvo-pastoral constitue 44,7% des sources de revenus des ménages.

Interdiction d'importation de fil de tissage et pagnes tissés au Burkina Faso

Le Burkina Faso fait partie des principaux producteurs de coton africain. Dans le pays, le segment de la transformation est encore à ses débuts avec moins de 10 % de la production qui est absorbée par l'industrie. Au Burkina Faso, les importations de fil de tissage et de pagnes tissés sont interdites depuis le 24 septembre, et ce jusqu'à nouvel ordre pour « promouvoir la chaîne de valeurs coton-textile-habillement ». C'est ce qu'a indiqué un communiqué publié par le gouvernement sur le réseau social X. « Les opérateurs économiques qui disposent des autorisations d'importation de fils de tissage et de pagnes tissés en cours de validité disposent d'un délai de trois (03) mois à compter de la date de signa-

ture du présent communiqué pour accomplir leurs procédures d'importation. Passé ce délai, l'autorisation est considérée comme caduque. Ceux disposant également des stocks de ces fils et pagnes tissés importés sont tenus de bien vouloir faire la déclaration auprès de la Brigade Mobile de Contrôle Économique et de la Répression des Fraudes (BMCRF) ou auprès des directions régionales du ministère en charge du Commerce », indique ledit communiqué. Plus globalement, cette décision est à mettre en lien avec les interventions publiques allant dans le sens du développement de la production intérieure de fil, de tissu et de vêtements à partir du coton cultivé sur place et la promotion de l'artisanat local

Dans le pays, le pagne traditionnel tissé « Faso danfani » (pagne tissé de la patrie en langue dioula) dispose depuis 2019 d'une indication géographique protégée (IGP) auprès de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI). Ce catalogue qui comprend plus de 400 motifs créés par les femmes de toutes les régions du pays s'accompagne également aussi d'un logotype pour lutter contre les contrefaçons. Pour rappel, le gouvernement a annoncé le 4 septembre dernier en Conseil des ministres, la généralisation du port de la tenue scolaire en Faso danfani dans les établissements d'enseignement publics et privés pour la rentrée scolaire 2024/2025.

SOMALIE

4,5 millions \$ de l'Arabie saoudite pour lutter contre la malnutrition

En 2022, environ 7,8 millions de Somaliens étaient confrontés à la sécheresse. D'après le PAM, plus de 6,6 millions de personnes ont été confrontées à des niveaux de faim grave en 2023, et 1,8 million d'enfants à une malnutrition aiguë. Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) et le Royaume d'Arabie saoudite ont signé un accord de 4,5 millions \$ pour traiter et prévenir la malnutrition chez des milliers de mères et d'enfants en Somalie. Cette information a été rendue publique dans un communiqué du PAM le mercredi 25 septembre 2024.

« Les phénomènes climatiques extrêmes récurrents tels que les sécheresses et les inondations détruisent les moyens de subsistance de milliers de personnes et font grimper le prix des denrées alimentaires essentielles au-delà des moyens de subsistance de nombreuses personnes », a déclaré El-Khidir-Daloum, directeur du PAM en Somalie. Cet accord signé par la directrice exécutive du PAM, Cindy Hensley McCain et Dr Abdullah Al Rabeeah, conseiller de la cour royale et superviseur général de KSrelief, permettra au PAM de distribuer des aliments nutritifs à plus de 57 300 femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition, ainsi qu'à près de 122 850 enfants de moins de deux ans. Cela intervient au moment où le pays est confronté à une sécheresse historique. L'Unicef prévoit, cette année, une cinquième saison de pluie successive sans une goutte de pluie. Environ 90% de la population fait face à des conditions de sécheresse extrêmes, rapporte l'institution. Selon les prévisions de l'Unicef, en cette année 2024, « 1,7 million d'enfants de moins de 5 ans pourraient souffrir de malnutrition aiguë en 2024. 1 habitant sur 5 est exposé à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et plus de 800 000 sont en situation d'urgence alimentaire ». D'après l'OMS, la Somalie figure parmi les pays où les taux de malnutrition aiguë sont les plus élevés et les carences en micronutriments sont les plus graves au monde, en raison de l'accès limité aux aliments nutritifs causé par plusieurs facteurs, notamment les sécheresses, les inondations et les infestations de criquets.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street finit en ordre dispersé, record pour le Dow Jones

La Bourse de New York a terminé sans direction claire vendredi, une information défavorable à Nvidia contrebalançant de bonnes nouvelles concernant l'inflation.

Le Dow Jones (+0,33%) a enregistré un nouveau record en clôture, tandis que l'indice Nasdaq s'est replié de 0,39% et l'indice élargi S&P 500 de 0,13%. Les indices majeurs new-yorkais ont longtemps évolué de concert dans le vert, avant que le Nasdaq se retourne et entraîne avec lui le S&P 500. Ce revirement est dû, selon Angelo Kourkafas, d'Edward Jones, à une information de l'agence Bloomberg selon laquelle les autorités chinoises cherchent à dissuader les entreprises locales d'acheter des puces conçues par le géant américain Nvidia. Le gouvernement entend ainsi stimuler l'industrie chinoise des semi-conducteurs et la repositionner dans la course à l'intelligence artificielle (IA). Outre Nvidia (-2,13%), les grands noms américains du secteur ont aussi souffert, notamment Micron (-2,17%) et Marvell Technologies (-3,35%). Le Nasdaq a aussi été sapé par un autre

membre de son top 10, la chaîne de supermarchés de demi-gros Costco (-2,71%). Les investisseurs ont sanctionné un chiffre d'affaires inférieur aux attentes, même si le bénéfice net a dépassé les projections des analystes. Le directeur financier Gary Millerchip a indiqué que les consommateurs se tournaient davantage vers les prix les plus bas dans l'alimentaire. Le fléchissement de plusieurs vedettes du Nasdaq a plus que compensé le bon accueil qu'avait réservé la Bourse de New York aux indicateurs du jour. Le rapport PCE a mis en évidence un ralentissement de l'indice des prix à la consommation aux Etats-Unis, tombé à 2,2% sur un an en août contre 2,5% le mois précédent. Dans le même temps, les dépenses des ménages n'ont augmenté que de 0,2% sur un mois, soit le rythme le moins élevé depuis janvier.

"L'inflation n'est plus le sujet central du rapport PCE pour la Fed (banque centrale américaine)", a expliqué Jamie Cox, d'Harris Financial Group, "c'est la consommation et la santé de l'économie." "La Fed avait raison de baisser son taux d'un demi-point (lors de sa dernière réunion)", a poursuivi l'analyste, pour qui "ces données laissent penser qu'une nouvelle réduction d'un demi-point est probable en novembre." Le marché obligataire a réagi dans ce sens. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 2 ans est passé à 3,56% contre 3,63% la veille en clôture. La place new-yorkaise avait aussi été séduite, initialement, par le redressement de l'indice de confiance des consommateurs, selon l'enquête mensuelle de l'université du Michigan, au plus haut depuis cinq mois. Le Nasdaq en berne, les investisseurs se sont reportés sur des actions délaissées. Le secteur de l'énergie a ainsi été recherché, à l'instar d'ExxonMobil (+2,68%) et

de Chevron (+2,46%). "Les investisseurs ouvrent leur horizon (...) et osent se tourner vers des valeurs plus cycliques", c'est-à-dire théoriquement plus sensibles à la conjoncture, selon Angelo Kourkafas. Ailleurs à la cote, Boeing a avancé (+1,13%) alors que direction et syndicat des mécaniciens (IAM) doivent reprendre vendredi leurs négociations pour tenter de s'entendre sur un nouvel accord social, qui mettrait fin à la grève. Le groupe d'hôtellerie et de casinos Wynn Resorts a bondi (+7,24%) après la publication d'une note positive de Morgan Stanley, qui croit au potentiel du groupe aux Emirats arabes unis et à Macao. Après la série d'annonces de Pékin destinées à relancer l'économie et les marchés financiers, les valeurs chinoises cotées à New York progressent encore sensiblement. Parmi elles, l'entreprise technologique NetEase (+2,69%), notamment éditrice de jeux vidéos, ou le géant des moteurs de recherche Baidu (+2,54%).

WALL STREET

Semaine positive, 4 records en 5 séances du dow

Wall Street souffle un peu, à l'issue d'une semaine qui voit les indices US gagner en moyenne 0,6%... contre +4% pour le DAX40. Mais le Dow Jones (+0,35%) continue d'enchaîner inexorablement les records absolus : pas moins de 4 en 5 séances cette semaine. Il a inscrit un nouveau zénith à 42.620Pts et accroît son avantage sur le le S&P 500 (-0,13%) qui n'a pas réussi à inscrire son 44ème record annuel de clôture, du fait d'une seconde partie de séance décevante : l'indice a basculé dans le rouge une première fois vers 19H et s'est installé en territoire négatif vers 21H15. Le Nasdaq a subi une vague de prises de bénéfice qui a surtout affecté le secteur des semi-conducteurs (-1,6% après +3,6% la veille) avec les replis

d'AMD -1,9%, de Nvidia -2,2%, Broadcom -3% et Marvell Techno -3,3%. Le Nasdaq-100 gagne tout de même +1,1% en hebdo mais une rotation sectorielle semble se confirmer au profit du Dow Jones, dopé par l'annonce d'une croissance confirmée de 3% pour l'économie américaine. Le Nasdaq a du mal à trouver des relais à la hausse, les GAFAM étant en panne depuis le séance des '4 sorcières' (repli hebdo de -1,7% pour Microsoft, repli modéré d'Apple et Amazon. Côté 'stats', il y avait justement le chiffre le plus attendu de la semaine aux Etats Unis : l'indice de prix PCE fait ressortir pour le mois d'août un taux d'inflation annuelle en baisse de 0,3 point (comme prévu) par rapport à juillet, à 2,2% en données brutes, mais en hausse de 0,1 point à 2,7% en sous-jacent (hors

énergie et alimentation). Le Département du Commerce, qui publie ces chiffres, indique par ailleurs que les dépenses des ménages américains ont augmenté de 0,2% en août par rapport au mois précédent, tandis que leurs revenus ont progressé à un rythme similaire. C'est inférieur dans les 2 cas de -0,1% par rapport aux anticipations. Le taux d'épargne en pourcentage du revenu personnel disponible, s'est établi à 4,8% en août. Démentant l'enquête du Conference Board (en chute libre en septembre), la confiance des consommateurs américains s'est nettement améliorée au mois de septembre (à 70,1 contre 67,9), à un rythme plus marqué qu'initialement estimé, selon les résultats définitifs de l'enquête mensuelle de l'Université du Michigan publiés ce vendredi.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 26 Septembre 2024				
Valeur : 30 Septembre 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.3056	132.3206
1	EUR	EURO	147.3355	147.3655
1	GBP	POUND STERLING	176.5723	176.6159
100	JPY	JAPANESE YEN	91.1886	91.2053
1	CNY	CHINESE YUAN	18.8464	18.8499
1	CHF	SWISS FRANC	155.6353	155.6713
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	98.1860	98.2044
1	DKK	DANISH KRONE	19.7793	19.7827
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.0286	13.0323
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.4917	12.4957
1	AED	UAE DIRHAM	36.0192	36.0272
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.2664	35.2723
1	KWD	KUWAITI DINAR	433.3626	433.6958
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.4386	43.8752
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.7094	13.7110
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.8749	28.0174
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3319	3.3423
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	179.1618	179.1618

La Bourse de Paris profite de la relance chinoise et de la baisse de l'inflation

La Bourse de Paris a pris 0,64% vendredi, portée par des mesures de relance en Chine qui ont stimulé le luxe, et une nouvelle nette baisse de l'inflation aux États-Unis en août. L'indice vedette de la Bourse de Paris, le CAC 40, a pris 49,70 points pour s'établir à 7.791,79 points, au plus haut depuis le 12 juin. Jeudi, l'indice avait bondi de 2,33%. Sur l'ensemble de la semaine, il a gagné 3,89%. L'indice français a été porté par de nouvelles annonces vendredi de Pékin pour relancer son économie, avec la réduction du taux de réserves obligatoires (RRR) des

banques, qui devrait permettre d'injecter quelque 127 milliards d'euros de liquidités sur les marchés financiers. Cette annonce de la banque centrale chinoise survient au lendemain d'une réunion de dirigeants chinois qui ont reconnu l'existence de "problèmes" dans l'économie du pays et après une série de mesures dévoilée cette semaine, dont des réductions de taux d'intérêt et des prêts immobiliers moins chers. "Cela faisait longtemps que les marchés n'avaient pas réagi aussi favorablement à des annonces des autorités chinoises. Les investisseurs ont envie d'y croire", explique à l'AFP

Nathalie Benatia, économiste chez BNP Paribas AM. Ces nouvelles ont particulièrement porté le secteur du luxe, qui dépend du marché chinois, et dispose d'une place prépondérante à la Bourse de Paris. Les marchés ont également salué vendredi le ralentissement aux Etats-Unis de l'indice des prix PCE, indicateur d'inflation privilégié par la Réserve fédérale américaine, à + 2,2% sur un an, contre 2,5% en juillet. Sur un mois, l'inflation a ralenti à 0,1% contre 0,2% en juillet. "Tout est aligné pour que les marchés anticipent une nouvelle baisse des taux en octobre", explique à

l'AFP Nathalie Benatia, économiste chez BNP Paribas AM. En France, l'inflation est tombée à 1,2% sur un an en septembre, en net recul par rapport aux 1,8% enregistrés en août. Du côté obligataire, le rendement français à dix ans baissait nettement, passant à 2,91% vers 16H20 GMT, contre 2,97% la veille. En comparaison, le taux allemand à même échéance, qui fait référence en Europe, valait 2,13%, contre 2,18% jeudi en clôture.

Le luxe et l'automobile en forme
Le géant LVMH a pris 3,67% à 703,40 euros, Kering 6,34% à

266,85 euros. Christian Dior a avancé de 4,08% à 662,50 euros. Hermès a pris 0,68% à 2.232,00 euros. L'automobile profite aussi de la relance chinoise, à l'image de Stellantis (+3,99% à 14,55 euros), Valeo (+6,75% à 11,14 euros) et Renault SA (+3,61% à 41,29 euros). Trigano campe au sommet Le spécialiste français des camping-cars a bondi de 11,44% à 119,80 euros vendredi, la meilleure performance de l'indice élargi SBF 120, après que le groupe a fait état d'une hausse de 12,8% de ses ventes sur un an lors de son exercice décalé 2023/2024.

VENEZUELA

Crainte de retour de l’hyperinflation dans le sillage de la crise politique

Les craintes d'un nouveau dérapage inflationniste s'inscrivent dans le sillage de la crise politique en cours depuis la réélection contestée de Nicolas Maduro en juillet dernier.

Après des mois de quasi-parité, l'écart croissant entre taux de change officiel et parallèle du dollar ravive les craintes d'un dérapage de l'inflation au Venezuela, un pays déjà ébranlé par une crise politique née de la réélection contestée fin juillet du président Nicolas Maduro. Actuellement, le différentiel est de l'ordre de 20% : un dollar équivaut à 36,81 bolivars à la Banque centrale du Venezuela (BCV). Mais il équivaut à 44 bolivars sur le marché parallèle, apparu pendant la crise économique qui a éclaté il y a plus de 15 ans et le contrôle des changes mis en place dans la foulée.

Dollarisation informelle de l'économie

Ce contrôle des changes a cependant été progressivement abandonné à partir de 2018, aboutissant à une dollarisation informelle de l'économie. Si l'écart entre les taux officiel et parallèle continue de se creuser, le bolivar, soutenu à bout de bras par l'Etat, pourrait décrocher et plonger le pays dans l'hyperinflation et une nouvelle crise économique après une timide reprise. L'écart qui s'est creusé depuis juillet "génère une pression importante sur les prix, tant en bolivars qu'en dollars, et des distorsions dans les moyens de paiement", explique l'économiste Asdrubal Oliveros, directeur du cabinet Ecoanalitica.



"Les gens essaient de payer en bolivars pour s'en débarrasser, alors que les entreprises et les sociétés essaient de recevoir le plus (possible) de paiements en dollars pour tenter de se protéger", souligne-t-il. "Cela fait augmenter la demande de devises. Ces distorsions vont se matérialiser à court et à moyen terme par une accélération de l'inflation", prévient l'expert.

De facto, la plupart des ménages épargnent en dollars et la majorité des entreprises font leurs comptes prévisionnels en dollars. Bien qu'elle soit l'une des plus élevées au monde, l'inflation au Venezuela est en baisse : le taux en glissement annuel était de 35,5% en août, selon la BCV. Un mal relatif après 686,4% en 2021, 234% en 2022 et 189,8% en 2023 avec un pic historique de 130.000% en 2018!

Turbulences politiques

L'hyperinflation et la crise politique ont poussé plus de sept millions des 30 millions de Vénézuéliens à migrer. L'écart dans le taux de change réapparaît alors que le pays traverse une nouvelle période de turbulences politiques avec la réélection de Nicolas Maduro le 28 juillet, alors que l'opposition crie à la fraude et revendique la victoire. Le pouvoir a réussi à maintenir le taux de change autour de 36 bolivars pendant toute l'année en injectant en permanence des dollars sur le marché. Plus de 3,7 milliards de dollars ont été utilisés à cette fin depuis janvier, selon le cabinet de conseil Aristimuno Herrera & Asociados. En 2023, l'Etat avait déjà injecté plus 4,7 milliards de dollars. Et encore, "l'offre est insuffisante pour répondre à la demande", estime César Arístimuño, directeur du cabinet.

CHINE

Baisse du taux de réserves obligatoires des banques

La Chine a annoncé vendredi de nouvelles mesures pour soutenir son économie, en réduisant le taux de réserves obligatoires des banques. La banque centrale chinoise a réduit de 0,5 point de pourcentage du taux des réserves obligatoires (réserve requirement ratio, RRR) pour les institutions financières. Ainsi, le taux moyen pondéré des réserves obligatoires pour les prêteurs s'élèvera à 6,6%,

tandis que ceux qui ont déjà mis en place un taux de 5% ne seront pas concernés, selon un communiqué de la Banque populaire de Chine. Ce taux (RRR) est un ratio qui détermine la part des dépôts que les banques sont tenues de garder dans leurs coffres. Sa réduction doit leur permettre de prêter davantage aux entreprises pour soutenir l'économie réelle. "La banque centrale adhère à une politique moné-

taire de soutien avec une intensité renforcée et une réglementation plus ciblée afin de créer un environnement monétaire et financier sain pour une croissance économique stable et un développement de haute qualité", a-t-elle précisé dans un communiqué. Cette réduction du RRR a été annoncée pour la première fois par le gouverneur de la Banque populaire de Chine, Pan Gongsheng, lors d'une conférence de presse te-

nue mardi. A cette occasion, M. Pan a déclaré que le RRR pourrait être abaissé de 0,25 à 0,5 point de pourcentage au cours de l'année, en fonction de la situation des liquidités. Cette décision s'inscrit dans le cadre du récent plan de relance de l'économie du pays, qui comprend également des mesures visant à soutenir le secteur immobilier et le marché des capitaux.

ETATS-UNIS

L'inflation en baisse

L'inflation a ralenti en août aux Etats-Unis, à 2,2% sur un an, contre 2,5% en juillet, selon l'indice PCE, privilégié par la Fed et publié vendredi par le département du Commerce. L'inflation dite sous-jacente, qui exclut les prix volatils de l'alimentation et de l'énergie, rebondit, à 2,7% sur un an contre 2,6% le mois précédent. Sur un mois seulement, les indices d'inflation, générale comme sous-jacente, ralentissent à 0,1% contre 0,2% en juillet. La progression de l'indice d'inflation est

tombée en août à 2,2% sur un an, contre 2,5% en juillet, a annoncé le département du Commerce, alors que les analystes tablaient sur 2,3% en août, selon le consensus de MarketWatch. L'inflation à laquelle les Américains font face depuis plusieurs années, et qui a touché de nombreux autres pays du monde, est l'une des principales préoccupations des électeurs, qui devront choisir le 5 novembre entre la démocrate Kamala Harris et le républicain Donald Trump.

Aussi, la confiance des consommateurs aux Etats-Unis s'est améliorée plus qu'attendu en septembre grâce à la baisse de l'inflation. L'indice de confiance a grimpé à 70,1%, contre 67,9% en août, selon l'estimation finale de l'Université du Michigan publiée vendredi. C'est mieux qu'attendu puisque les analystes tablaient sur 69,3%, selon le consensus de Market Watch, et que l'estimation préliminaire, publiée en milieu de mois, était de 69%.

ESPAGNE

Forte baisse de l'inflation en septembre

L'inflation a fortement ralenti en septembre en Espagne pour atteindre 1,5% sur un an, grâce à la baisse des prix des carburants et de l'alimentation, selon une estimation provisoire publiée vendredi par l'Institut espagnol des statistiques (INE). Le taux, en baisse pour le quatrième mois consécutif, est inférieur de 0,8 point à celui du mois d'août (2,3%) et se situe bien en dessous de la cible de 2% fixée par la Banque centrale européenne (BCE). Il s'agit du taux le plus faible depuis mars 2021, selon l'INE. Cette dynamique s'explique d'après l'organisme public par la baisse des prix des carburants, mais aussi par un recul des prix des produits alimentaires et de l'électricité, qui avaient grimpé voilà un an. Petit à petit, les citoyens retrouvent du pouvoir d'achat", car "les salaires augmentent plus vite que les prix", s'est félicité le ministre espagnol de l'Economie Carlos Cuerpo, interrogé sur la radio publique RNE.

BRÉSIL

Le chômage au plus bas depuis 2012

Le taux de chômage au Brésil a poursuivi sa baisse, à 6,6% au cours du trimestre juin-août, au plus bas pour cette période de l'année depuis 2012, selon les données officielles publiées vendredi. Selon l'Institut brésilien des statistiques (IBGE), il s'agit de la cinquième baisse consécutive de ce taux, qui s'élevait à 6,8% sur la période allant de mai à juillet. La première économie d'Amérique latine compte 7,3 millions de personnes à la recherche d'un emploi, estime l'IBGE, le chiffre le plus bas depuis 2015, dans un pays de 212 millions d'habitants. Et le taux de chômage a baissé de 1,2 point de pourcentage en un an. La population active a par ailleurs atteint un nouveau record historique à 102,5 millions de personnes entre juin et août, selon l'IBGE. Mais le Brésil compte 39,8 millions de travailleurs dans le secteur informel, soit 38,8% de cette population active. Le revenu mensuel moyen au cours de la période juin-août s'est élevé à 3.228 réais (environ 530 euros au taux de change actuel), soit une augmentation de 5,1% par rapport à la même période de l'année dernière, supérieure à l'inflation qui a atteint un taux de 4,24% sur 12 mois en août.

Stellantis rappelle cinq modèles pour remplacer des crémaillères de direction

Simultanément, le groupe Stellantis a lancé quatre campagnes de rappel pour corriger un possible problème de direction sur les Peugeot 208, DS 3, Fiat 600, ainsi que sur les Opel Corsa et Mokka. Mais pas de panique, le nombre d'exemplaires concernés en France est faible.

Les Peugeot 208, DS 3, Fiat 600 ou encore Opel Corsa et Mokka ne partagent pas seulement leur plate-forme CMP. Tous font aussi l'objet d'une campagne de rappel lancée en septembre 2024 pour corriger un possible problème sur la colonne de direction. Un pignon à l'intérieur de boîtier de direction assistée pourrait se fissurer, ce qui risque d'entraîner une raideur, voire un blocage dans le pire des cas, lorsque vous devez tourner le volant. L'intervention prévue consiste à remplacer la crémaillère de direction, ce qui peut prendre plus de 3 h 20. Même si les coûts de pièces et main-d'œuvre sont



pris en charge, voilà qui peut inquiéter certains propriétaires. Mais attention, on ne parle pas ici d'une nouvelle affaire Puretech ou Takata. Cette fois, Stellantis a assez vite réagi. La plage de production se limite à une courte période du printemps 2024 et peu de véhicules devront repasser en atelier en atelier dans l'Hexagone.

Peugeot nous a ainsi indiqué que seuls 44 exemplaires de sa 208 étaient concernés en France. Pour cette citadine qui occupe si régulièrement la tête des ventes dans notre pays, c'est une goutte d'eau dans l'océan. Pour le petit SUV



DS, le chiffre est à peine plus élevé, avec 129 unités. Quant aux deux autres constructeurs, ils ne nous ont pas encore répondu. Le ministère des transports allemand KBA indique cependant que ces rappels se limitent à 6 667 Opel, en incluant Corsa et Mokka, ainsi qu'à 294 Fiat 600 dans le monde. En France, peu de propriétaires se verront donc contraints d'immobiliser une demi-journée pour faire rectifier. La plage de production est, elle, comprise entre le 5 avril et le 18 mai 2024, avec quelques variations en fonction du modèle :

- DS 3 : du 9 avril 2024 et 17 mai 2024
- Fiat 600 : du 5 avril 2024 au 9 mai 2024 pour la version électrique, et du 8 avril 2024 au 25 avril 2024 pour la variante hybride
- Opel et Vauxhall Corsa : du 11 avril 2024 au 6 mai 2024
- Opel et Vauxhall Mokka : du 9 avril 2024 au 18 mai 2024
- Peugeot 208 : 12 avril 2024 au 5 juin 2024

Ces périodes correspondent uniquement à la sortie d'usine du véhicule. Elles diffèrent donc de la date de première mise en circulation qui figure sur votre carte grise. En revanche, sur le site officiel des quatre marques, vous pourrez retrouver un outil en ligne qui permet de savoir si votre véhicule est concerné en renseignant son numéro de série (VIN), visible à la base du pare-brise ou la lettre E de votre certificat d'immatriculation. De plus, la procédure en cas de rappel officiel prévoit que vous soyez forcément averti par courrier recommandé.

Saoutchik, la nouvelle ancienne marque automobile de luxe

Vous allez aimer ou totalement détester cette nouvelle Saoutchik Legacy qui fait renaître un grand nom de l'industrie automobile française du début du siècle dernier. Serge Bellu était revenu il y a quelques années sur l'histoire de Jacques Saoutchik, un Ukrainien émigré en France à la fin du 19^{ème} siècle d'abord en tant qu'ébéniste, puis en qualité de carrossier automobile. Grâce à une belle expertise dans le domaine, il s'est rapidement imposé comme l'un des meilleurs spécialistes du genre sur les modèles de prestige. Jusqu'à devenir une enseigne incontournable sur le marché des voitures d'exception pour ceux qui voulaient des carrosseries extravagantes sur leurs machines. Basée à Neuilly-sur-Seine, l'entreprise a ensuite fait faillite en 1955.



Mais attention, Saoutchik est de retour. On doit sa résurrection au designer Ugur Sahin ainsi qu'au préparateur allemand Pogea Ra-

cing, qui se sont dit que le potentiel d'une telle marque était intéressant alors que les modèles d'exception en toute petite série

ont tendance à se multiplier depuis quelques années.

Une Mercedes-AMG GT recarrossée ?

Vous aurez bien évidemment reconnu la silhouette de la Mercedes 300 SL en version cabriolet dans ces premières images officielles de la Saoutchik Legacy. Avec des lignes un peu déroutantes dans le détail, notamment lorsqu'on l'observe depuis le trois-quarts avant. Saoutchik ne donne pas de précisions sur ses dessous mais on reconnaît la planche de bord de la Mercedes-AMG GT de première génération. Cette Legacy est donc vraisemblablement basée sur cette dernière, avec logiquement un V8 bi-turbo de 4,0 litres développant largement plus de 500 chevaux. Saoutchik veut en fabriquer 15 exemplaires et le prix unitaire devrait être beaucoup plus élevé que celui d'une AMG GT classique.

PERFORMANCE ET SANTÉ

Le sport à l'ère de l'intelligence artificielle

3^e partie

Courir en utilisant une application qui analyse nos performances et nous fait des recommandations est devenu courant. Les solutions technologiques autour du sport de loisir ou professionnel se sont développées, contribuant à faire évoluer l'industrie du sport et les métiers qui s'y rattachent. L'intelligence artificielle fait partie des outils mis en œuvre. Parfois avec plus ou moins de bonheur : en novembre dernier, l'équipe de football écossaise Inverness Caledonian Thistle FC retransmettait un match en direct grâce au système Pixellot utilisant des caméras avec technologie IA intégrée de suivi de balle... or l'algorithme a confondu le ballon avec la tête, chauve, d'un juge de touche pendant une grande partie du match !

En 2019 l'École polytechnique et le Paris Saint-Germain ont proposé le Sports Analytics Challenge pour développer un algorithme d'analyse pouvant prédire la suite d'un match. Les entraîneurs ont désormais des outils pour élaborer leur stratégie à partir d'une part de l'analyse des performances, forces et faiblesses de leurs athlètes, individuellement ou collectivement, et d'autre part de l'analyse de celles de leurs adversaires.

Le coaching traditionnel tend donc à évoluer. En analysant des variables comme l'historique des matchs, les statistiques individuelles et collectives, les conditions etc. et en calculant des scénarios prévisionnels, puis en passant par de la simulation statistique, ce type d'outils pourrait proposer des stratégies et permettre à un entraîneur d'interagir avec le programme via la reconnaissance vocale automatique et le traitement du langage naturel.

Ces algorithmes pourraient également permettre aux utilisateurs de simplement poser une question au programme pour obtenir une réponse quant à la meilleure stratégie à adopter en temps réel ou aux changements à mettre en place. Ces statistiques deviennent fondamentales pour l'optimisation des entraînements, utiles pour les entraîneurs comme pour les athlètes.

L'IA au service de l'e-santé grâce à l'aide au diagnostic et à la prédiction des blessures

La santé des sportifs, professionnels et amateurs, est une question centrale qui intéresse de près les chercheurs et les entreprises. Grâce aux données recueillies par les capteurs et les applis, des algorithmes de deep learning permettent désormais d'analyser des variables aussi différentes que les performances, les entraînements, les antécédents de blessures, l'hygiène de vie pour en extraire de l'analyse de santé prédictive. La modélisation du risque de blessure chez les sportifs professionnels est au cœur des recherches de Pierre Druilhet, du Laboratoire de mathématiques Blaise Pascal (CNRS et université Clermont-Auvergne), qui indique : « Les sportifs professionnels font l'objet d'un suivi longitudinal rigoureux de leur condition physique. Les données générées permettent de construire des modèles de prévisions de blessure s'appuyant sur les données de la littérature et les données individuelles.

À partir du suivi d'une équipe de football professionnelle, nous comparons différents modèles de prévision en évitant à la fois le sur-apprentissage et l'utilisation de modèles trop rigides.

Les techniques d'IA ou d'apprentissage automatique permettent d'améliorer les qualités prédictives des modèles classiques surtout lorsque la proportion de blessure



est relativement faible ». Citons également le système de Sparta Science, utilisé par plusieurs équipes et qui s'intéresse lui aussi à la prédiction de blessures afin de les anticiper.

Ces techniques sont également intéressantes pour les sportifs amateurs. En matière de running par exemple, de plus en plus d'entreprises travaillent sur la prédiction des blessures, comme l'application Running Care qui propose d'identifier les diagnostics les plus probables parmi les pathologies liées à la pratique du running. L'entreprise compte aller plus loin dans l'analyse de santé prédictive et utiliser le machine learning pour optimiser les diagnostics, prédire les blessures en fonction de l'historique et du profil des coureurs et leur proposer des exercices adaptés, des conseils et programmes santé.

Témoignage de Jérémy Cheradame, Data scientist en thèse CIFRE à la Fédération Française de Rugby :

Jérémy Cheradame est le seul Datascientist de la Fédération française de Rugby, il travaille en collaboration avec des sport scientists, spécialistes du sport formés à la data, afin d'accompagner clubs et équipes de France dans leur projet de performance.

« J'ai à la fois une activité de recherche sur la prévention des blessures dans le rugby avec des laboratoires auxquels je suis rattaché, et une activité de datascientist au sein de la fédération, pour laquelle je travaille sur tous les sujets entourant la performance. La prévention de blessures est un sujet assez complexe. Nous utilisons des méthodes de Machine Learning pour tenter d'anticiper certaines blessures et adapter au mieux la charge de travail. La difficulté tient tant à la nécessité d'obtenir suffisamment de données à l'échelle des clubs qu'aux particularités de ce sport, qui rend les blessures difficilement prévisibles. Les modèles sur lesquels nous travaillons

nous permettent de tenir compte de données tel que le poste, âge, certaines fragilités et caractéristiques des joueurs. Le rugby est un sport précurseur dans l'utilisation de la Data sur le terrain : les clubs utilisent les capteurs GPS depuis plus d'une dizaine d'années pour suivre les joueurs, que ce soit en entraînement ou en match.

Ces capteurs incluent également un accéléromètre et un cardiofréquencemètre. De récentes avancées dans les algorithmes de traitement des données des capteurs nous permettent d'obtenir une quantification des contacts. Suite à une consultation récente, une harmonisation des capteurs a été décidée, ce qui va beaucoup faciliter les échanges au niveau de la fédération pour des projets tels que celui de la prévention des blessures. Bien sûr, les joueurs et leur ressenti ont une place centrale, nous nous appuyons donc sur des questionnaires subjectifs d'état de forme avant séance et de ressenti après séance. Nous nous appuyons également sur des données de tests physiques et de marqueurs biologiques permettant de connaître les dommages musculaires des joueurs. Le tracking vidéo est également employé, mais nous sommes plus limités que des sports comme le football, car il est difficile d'identifier et conserver le tracking des joueurs lors de contacts ; ces technologies offrent cependant elles aussi de nombreuses opportunités : Nous travaillons notamment avec le CEA sur la détection des postures telles que les mains sur les hanches, sur les genoux ou sur la tête, qui peuvent être les premiers signes de fatigue ou des signes parasites auxquels les coaches sont très attentifs. Enfin, la vidéo a pour intérêt de nous fournir des informations sur les équipes adverses, puisque nous n'avons pas accès à leurs données GPS : distances de passes, catégorisation de patterns afin de détecter les séquences qui

aboutissent à un franchissement, etc.. ce qui nous permet de créer des dashboards à destination des analystes et de répondre aux questions des coaches. »

Un essor qui n'est pas exempt d'ambiguïtés et de questionnements

Le marché des solutions technologiques, que ce soit pour le sport loisir, le développement personnel ou le sport professionnel, a connu un véritable essor, dans le lancement de sports innovants, comme les courses de drones, ou en matière d'optimisation des performances, d'entraînement, etc. La perspective des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 a évidemment créé une forte émulation en France mais la recherche dans ce domaine n'est pas récente et la France n'est pas un cas unique, loin s'en faut.

Les chercheurs, entreprises et incubateurs qui s'intéressent au sujet voient émerger en parallèle de nouvelles questions et ambiguïtés, notamment éthiques, quant à la monitoring et l'utilisation des données personnelles et corporelles, leur exploitation à grande échelle, par des adversaires par exemple ou encore le cadre légal de ces informations liées au corps individuel. Car le sport, outre sa rentabilité au sein d'un marché en croissance, est aussi un spectacle ultra médiatisé, composé de gagnants et de perdants, mais aussi de plaisir, de talent, de surprise et d'abnégation, et bien sûr d'émotion.

Sans oublier l'importance de l'intuition et de ce que les statistiques et les données n'analysent peut-être pas. Peut-on tout modéliser ? Peut-on modéliser ce que certains appellent la beauté du sport ? L'intelligence artificielle appliquée au sport, comme à tous les domaines, pose des questions philosophiques et éthiques autant qu'elle apporte à des pratiques en les réinventant.

Mots fléchés

Panneaux mobiles		Tables pour artisans		Décortiquèrent		Déplacements d'air		Jeu de société		Comité sportif		Fleuve allemand	
Factice				Peuples de l'Arctique						Piquaient		Monotones	
								Drogue					
								Oiseaux					
Séjour du bétail		Recueil d'anecdotes				Idées							
						Fils de Zilpa							
											Solipède		Fils d'Anchise
Partie interdite aux laïcs		Allégresse Pour l'Algérie française							Bar				
							Adorai		Petit de l'âne				
									Béryllium				
Fatiguera								Cerveise					
Verso								Ultime					
			Succédané	Évêché normand		Notion					Pronom personnel		
						Les espagnols et les portugais					Fleuve du Congo		
Dégradation		Considération							Déshabillée				Passent bien sur le petit écran
					Café				Essai				
									Flânée				
Dommage	Agrandirent	Calme								Ripostes		Dedans	
		Lutécium											
					Pas beaucoup		Chimérique						
Enduit				Tranquille							Négation		
Geste de scout				Rapière							Lieux		
		Poissons						Petit conservateur				Prénom féminin	
		Lieu de fouilles						Étonnées					
Ruthénium			Plutonium										
Accepté			Conjointe				Article		Lieu d'enseignement				
						Roi de Jarry				Possessif			
						Arbrisseau du Brésil				Belle-fille			
Adresse		Chagrina						Sarclai					
		Infanterie territoriale						Anneau de cordage					
				Espace de terre contenu entre deux coteaux			Brave					Cheveu	
Autoclave							Ville basque				Entre amis		
							Secteur radial				Héros de Brecht		
Attachasses un cheval		Couronnements							Fuligine				
										Égouttoirs			

IL S'EST ENTRETENU
AVEC NOMBRE DE SES
HOMOLOGUES

Intense activité de Ahmed Attaf à New York

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a poursuivi, samedi à New York, ses entretiens bilatéraux avec nombre de ses homologues, en marge des travaux du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies, indique un communiqué du ministère. M. Attaf a ainsi rencontré le ministre brésilien des Relations extérieures, Mauro Vieira, le ministre vénézuélien des Relations extérieures, M. Yvan Gil Pinto, le ministre koweïtien des Affaires étrangères, M. Abdullah Ali Al-Yahya, le ministre des Affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine, Elmedin Konakovic, le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Andrii Sybiha, et le sous-secrétaire d'Etat américain aux Affaires politiques, John Bass, précise le communiqué. Les entretiens de M. Attaf avec son homologue brésilien ont permis d'"examiner les moyens de renforcer les relations bilatérales entre les deux pays" et de "procéder à un échange de vues sur les principales questions internationales et régionales", ajoute le communiqué. Lors de la rencontre entre M. Attaf et son homologue vénézuélien, les deux parties se sont félicitées des "résultats positifs en matière de coopération bilatérale, à la lumière des progrès réalisés dans la concrétisation des conclusions de la 4e session de la Commission mixte tenue en juin 2023 à Caracas", saluant, par là même, "la qualité de la concertation politique et de la coordination bilatérale concernant nombre de questions internationales et régionales, partant de l'attachement des deux pays aux principes du droit international et aux valeurs de la Charte des Nations Unies". Les entretiens avec le ministre des Affaires étrangères du Koweït ont été l'occasion de "saluer le niveau privilégié des relations bilatérales sur le plan politique et d'examiner les moyens de renforcer et de développer ces relations dans le domaine économique, notamment à travers la tenue de la Commission mixte algéro-koweïtienne dans les meilleurs délais", selon la même source. Avec le ministre des Affaires étrangères de Djibouti, M. Attaf a passé en revue "les perspectives de développement de la coopération bilatérale dans différents domaines et de renforcement de la coordination dans le cadre de l'Union africaine". D'autre part, le ministre a discuté avec le ministre des Affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine des "perspectives de consolidation des relations bilatérales, à travers le renforcement de la représentation diplomatique mutuelle et la promotion de la coopération entre les deux pays dans le domaine de l'énergie et d'autres secteurs économiques". La rencontre avec le ministre ukrainien des Affaires étrangères a permis de "passer en revue les développements de la crise ukrainienne" et d'"examiner les moyens de renforcer le dialogue politique et de développer les relations économiques entre les deux pays". Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères et le sous-secrétaire d'Etat américain, ont salué "le niveau remarquable du dialogue politique entre l'Algérie et les Etats-Unis", soulignant "les progrès notables dans la coopération économique entre les deux pays", conclut le communiqué.

ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION

Ouverture de nouvelles spécialités

Synthèse R N

L'Ecole nationale d'administration (ENA) a ouvert, cette année, dans le cadre de son programme de formation, des spécialités adaptées aux enjeux actuels dans l'administration, notamment en matière de transition numérique et de promotion de la gestion publique, a annoncé hier le Directeur général de l'établissement, Abdelmalik Mezhoua. L'Ecole a veillé à «adapter ses programmes aux enjeux actuels dans l'administration, notamment en matière de promotion de la gestion publique, d'efficacité des politiques publiques et de transition numérique», a précisé M. Mezhoua dans une allocution prononcée à l'occasion du cours inaugural de la 55e promotion de l'ENA sur le thème «Le gestionnaire public entre les exigences du contexte actuel et les défis de la gestion par résultats», supervisé par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad. Le Directeur général de l'ENA a, à ce ti-

tre, annoncé «l'ouverture de nouvelles spécialités telles que l'administration électronique, la gestion des projets publics, la communication et la coopération institutionnelles, les politiques publiques et l'éducation publique, qui s'ajoutent aux spécialités existantes comme l'administration locale, les finances et l'audit, portant à dix le nombre des spécialités qui seront ouvertes selon les besoins de l'administration publique et les orientations du ministère de tutelle». Selon le premier responsable de l'école, le nouveau programme permettra aux diplômés de cette promotion d'«adopter une approche de gestion axée sur les résultats, en vigueur en Algérie depuis 2023». Le programme «permettra également de concrétiser la transition numérique et de consacrer l'administration électronique dans les différents services destinés aux citoyens» et «favorisera la maîtrise des performances et l'application et l'évaluation des politiques publiques, la maîtrise de la gestion et de la réalisation des projets publics et la maîtrise des techniques modernes de la communication institution-

nelle», a-t-il ajouté. «L'école accueille cette année une nouvelle élite au profit des administrations publiques», a souligné M. Mezhoua, précisant que les 120 lauréats du concours d'accès à l'ENA de la session 2024 «s'ajouteront aux 7.500 diplômés que compte cette école depuis sa création en 1964». Dans son allocution à cette occasion, en présence du Médiateur de la République, M. Abdelmadjid Ammour, ainsi que de walis, de cadres et de responsables locaux, M. Merad a précisé que le cours inaugural «est consacré à un nouveau mode de gestion dans le cadre d'un programme prospectif de formation d'un système en adéquation avec les évolutions mondiales», relevant que «les nouveaux modes visent à surmonter les difficultés rencontrées et à améliorer la performance pour répondre aux ambitions des pouvoirs publics». «Une bonne performance pour les cadres de demain leur permettra de gagner la confiance des citoyens à travers la prise en charge de leurs préoccupations et la satisfaction de leurs besoins», a ajouté le ministre.

LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION

L'Algérie appelle à une coopération internationale et régionale

Le vice-président du Conseil de la nation, M. Ahmed Kharchi a appelé, vendredi à Malabo (Guinée équatoriale), lors de la rencontre consultative de la Ligue des sénats, conseils consultatifs et conseils similaires d'Afrique et du monde arabe à laquelle il a pris part, à une coopération internationale et régionale en matière de lutte contre la désertification et la dégradation des sols, basée sur des données réalistes et des lois contraignantes, a indiqué un communiqué. Intervenant lors de la deuxième journée de cette rencontre consacrée à l'examen des moyens de renforcer les facteurs logistiques

pour la lutte contre la désertification et la dégradation des sols dans les régions africaine et arabe, M. Kharchi a insisté sur l'importance de la coordination dans ce domaine entre les pays africains et arabes étant les régions les plus touchées. Cette démarche, précise M. Kharchi, ne saurait se réaliser qu'à travers l'unification des politiques de lutte, l'échange d'information, la définition des priorités et le financement des programmes". Dans ce contexte, M. Kharchi a mis l'accent sur l'importance d'activer et d'élargir le rôle des parlementaires afin de mieux préciser les cadres juridiques et financiers de cette impor-

tante démarche stratégique". M. Kharchi a mis en avant les efforts de l'Algérie dans la lutte contre l'avancée du désert dans le cadre de la stratégie de lutte contre la désertification horizon 2030 dont la décision de 2020 portant réhabilitation du barrage vert et son extension à 4.7 millions hectares horizon 2030. Le vice-président du Conseil la nation a rappelé les mesures prises en vue de préserver le sol et la biodiversité en collaboration avec les différents secteurs concernés dont le plan national de reboisement "un arbre pour chaque citoyen".

TIPASA

Extinction d'un incendie de forêt à Sidi Semiane

Les unités de la Protection civile, ont réussi à éteindre totalement un incendie qui s'est déclaré vendredi matin (hier), dans une forêt sur les hauteurs de la commune montagneuse de Sidi Semiane, à l'ouest de Tipasa, a-t-on appris, samedi, auprès de ce corps constitué. L'incendie, qui s'est déclaré dans la forêt de Sidi M'hamed Youcef (commune de

Sidi Semiane) a été totalement éteint dans la nuit de vendredi à samedi, alors que la surveillance du site est toujours en cours en vue d'éviter le risque d'une éventuelle reprise du feu, a-t-on ajouté de même source. A noter que d'importants moyens ont été mobilisés par la direction de la Protection civile de Tipasa, immédiatement après le déclenchement de

l'incendie. Il s'agit notamment d'avions bombardiers d'eau, de la colonne mobile de lutte contre les feux de forêts et des moyens des différentes unités opérationnelles, dont celles de Hadjeret Ennos, Cherchell, Gouraya, Messelmoune et Sidi Ghilas, selon la même source. La "priorité absolue" a été donnée lors de cette intervention à la circonscription de

l'incendie afin de protéger les rivières et d'empêcher la propagation des flammes aux forêts voisines, vu que la commune de Sidi Semiane compte plusieurs forêts denses. Le wali de Tipasa, Aboubakr Seddik Boucetta, s'était rendu sur place pour s'enquérir de plus près du déroulement des opérations d'extinction, a informé la même source.

TLEMCEM

La 26^e édition de la semaine nationale du Saint Coran débutera lundi prochain

La wilaya de Tlemcen abritera, à partir de lundi prochain, la 26e édition de la semaine nationale du Saint Coran, a-t-on appris du directeur local des Affaires religieuses et des Wakfs, Baddreddine Amrani. M. Amrani a indiqué, à l'APS, que cette manifestation organisée jusqu'au 2 octobre prochain à l'initiative

du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, verra la participation de 60 apprenants du Coran de différentes régions du pays, qui seront en compétition pour le premier prix d'un concours de mémorisation du Livre Saint, sous la supervision d'un jury. Par ailleurs, une rencontre scientifique de trois jours, ayant pour

thème : "La méthodologie du Coran dans la moralisation de la vie publique", sera animée par des académiciens, des imams et des chouyoukh, a-t-on fait savoir de même source. A l'occasion, des causeries (dourouss) seront animées par des chouyoukh au niveau des mosquées, a-t-on signalé.